LE JOURNAL ÉTUDIANT DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL | www.montrealcampus.ca VOL.XLV | NO.1 | 30 NOVEMBRE 2022

MONTRÉAL CAMPUS

REPENSER LE THÉÂTRE CLASSIQUE

Exit sexisme et racisme : les œuvres du passé se réinventent à l'écart des stéréotypes

CULTURE P11

La salubrité et la sécurité encore questionnées dans les résidences universitaires

UQAM P3

Les Forces armées canadiennes en quête de diversité

SOCIÉTÉ P7

ÉDITORIAL

Le *Campus* est (bientôt) mort, vive le *Campus* !

SANDRINE CÔTÉ
MARIE-SOLEIL LAJEUNESSE

Plusieurs éditoriaux qui ont précédé celui que vous lisez aujourd'hui ont fait état des humbles finances du *Montréal Campus* et de son budget qui s'assèche année après année. Aborder les problèmes financiers de notre média étudiant dans un éditorial est à la limite du cliché. Pourtant, cet enjeu est plus que jamais criant d'actualité.

Ce mois de novembre, une onde de choc a résonné dans le milieu du journalisme étudiant. *Le Délit* et *The McGill Daily* de l'Université McGill ont vu leur existence menacée, après respectivement 45 et 111 ans d'activité.

Un référendum tenu en ligne du 14 au 18 novembre derniers a demandé à la communauté étudiante de se prononcer sur le renouvellement de leur cotisation, six maigres dollars qui gardaient jusqu'alors ces journaux en vie.

Face à des pronostics sombres, les membres du *Délit* ont lancé un appel à l'aide sur les réseaux sociaux. Leurs revendications ont même trouvé un écho dans des journaux comme *Le Devoir* et *La Presse*.

Forts de cette soudaine visibilité, *Le Délit* et *The McGill Daily* ont pu reconduire leurs cotisations pour une période de cinq ans. Et non par une mince avance : ce sont 67,7 % des étudiants et des étudiantes au premier cycle de l'Université McGill qui ont voté en faveur de la survie des journaux.

Il semble donc qu'une situation aussi critique était nécessaire pour raviver l'intérêt des médias et de la communauté étudiante envers le journalisme étudiant. Si ces derniers sont à la recherche d'un autre journal étudiant face à une mort imminente, ils n'ont qu'à se tourner vers le *Montréal Campus*.

Laissez-nous dresser un portrait de la situation.

Contrairement à plusieurs journaux universitaires, le *Montréal Campus* n'a pas les fonds nécessaires pour rémunérer tous les membres de son équipe qui œuvrent presque à temps plein au bon fonctionnement du journal.

Le journal réussit, *in extremis*, à imprimer deux éditions papier par année. Les revenus publicitaires étant en chute libre depuis les dernières années, l'absence de publicité dans cette présente édition et sur notre site Internet fait mal à notre avenir.

LUCIE PARMENTIER MONTRÉAL CAMPUS

Le *Montréal Campus* se voit aussi incapable de s'adapter au virage numérique. Il peine à relancer sa production vidéo, faute de matériel audiovisuel, et non faute d'inspiration, d'idées et de volonté.

L'étau se resserre sur notre journal. Pour se maintenir à flot et assurer un financement pérenne, le *Montréal Campus* n'a plus qu'une seule avenue : l'obtention d'une cotisation individuelle non obligatoire (CANO), à l'instar de ses collègues du *Collectif* de l'Université Sherbrooke, du *Quartier libre* de l'Université de Montréal ou du *Délit* de l'Université McGill. Le *Montréal Campus* demeure l'un des rares journaux universitaires qui ne bénéficient pas d'une cotisation financée par sa communauté étudiante. Le journal est bloqué par son rang dans la hiérarchie des groupes étudiants de l'UQAM : il est classé comme un groupe « reconnu », mais seuls les groupes dits « d'envergure » peuvent obtenir une CANO.

Cinq groupes étudiants détiennent actuellement ce statut : la radio étudiante CHOQ, l'atelier de vélos communautaire BQAM-E, le Comité de soutien aux parents étudiants, la Coop UQAM et le Groupe de recherche d'intérêt public.

D'après les Services à la vie étudiante de l'UQAM, les groupes d'envergure doivent « *poursuiv*[re] *des objectifs extraordinaires de nature collective et communautaire qui s'adressent à l'ensemble de la communauté universitaire* ». Devons-nous rappeler que la mission du *Montréal Campus* correspond en tout point à cette définition, et ce, depuis 42 ans ?

Mettant en lumière des enjeux universitaires souvent occultés dans les médias traditionnels, notre journal est essentiel pour faire contrepoids aux instances de l'UQAM et pour susciter des débats éclairés entre les murs de l'Université.

À maintes reprises, le *Montréal Campus* a tenté de se faire reconnaître comme groupe d'envergure et d'ainsi bénéficier de la CANO.

Pour accéder à ce statut, de nombreuses démarches bureaucratiques sont nécessaires. Parmi les exigences, le groupe étudiant doit recevoir des lettres d'appui de la part des sept associations étudiantes facultaires de l'UQAM.

Cette exigence a mis des bâtons dans les roues du *Montréal Campus* en 2017, lorsque le journal a espéré se faire reconnaître à sa juste valeur comme groupe d'envergure pour la dernière fois.

Après de nombreuses tentatives avortées, un défaitisme avoué s'est installé parmi les rédacteurs et rédactrices en chef qui se sont succédé(e)s à la tête du journal. Combien de fois encore devrons-nous plaider, en vain, l'importance du journalisme étudiant pour la vitalité de notre Université ?

C'est avant le 15 novembre que nous aurions dû déposer une demande de reconnaissance comme groupe d'envergure.

Entre de multiples demandes de subvention, l'élaboration d'un budget plus serré que jamais et le recrutement de collaboratrices et de collaborateurs bénévoles, où aurions-nous pu trouver le temps de s'aventurer dans un labyrinthe bureaucratique qui risquait d'être sans issue ?

Qui sait si le projet « d'envergure » pourra être porté à bout de bras par les prochaines équipes du *Montréal Campus*, déjà surchargées par leur mandat et leurs études.

Sans l'obtention prochaine d'une CANO, l'éditorial que vous tenez entre vos mains pourrait vraisemblablement être l'un des derniers imprimés. ❖

Rédactrice en chef : Marie-Soleil Lajeunesse | **Directrice de l'information :** Sandrine Côté | **Chefs et cheffes de pupitres UQAM** : Fannie Arcand et Maude Careau-Bélanger | **Société** : Mia Gagné Vincent et Philémon La Frenière-Prémont | **Culture** : Antoine Pejot-Charrost et Dominique Plante | **Directrices artistiques** : Camille Dehaene et Lucie Parmentier | **Vigie de la diversité et de l'inclusion** : Malika Alaoui avec l'aide de Camille Cusset | **Correctrices** : Ariane Dupuis et Noémie Rochefort | **Radio Campus** : Laetitia Arnaud-Sicari et Audrey Pilon-Topkara | **Stagiaires** : Sami Rixhon et Félix Rompré | **Médias sociaux :** Laurence Houle | **Conception graphique** : Fernando Calderón et Vincent Lapointe | **Impression** : Hebdo Litho | **Photos et illustrations** : Léonie Rioult et Chloé Rondeau | **Collaborateurs et collaboratrices** : Mathilde Beaulieu-Lépine, Éliane Caron-Lejeune, Zachariel Cossette-Leblanc, Gabrielle Fallu, Marilaure Lambert, Laurianne Nunez-Pelletier, Florence Provencher, Maylis Roumy et Britanie Sullivan

Prière de recycler ce papier journal

PUBLICITÉ :
Accès média : 514.524.1182
info@accemedia.com
Dépot légal : Bibliothèque nationale du Québec- Bibliothèque nationale du Canada

MONTRÉAL CAMPUS
est publié par les Éditions Montréal Campus inc.
CP. 8888 succ. Centre-Ville,
Montréal (QC) H3C 3P8

Suivez le *Montréal Campus* en ligne
www.montrealcampus.ca
Courriel: **montrealcampus@gmail.com**

HABITATION

Une gestion toujours inadéquate des logements étudiants

Des cas d'intrusions et d'insalubrité sont encore décriés dans les résidences de l'UQAM

MAYLIS ROUMY

Infestation d'insectes, insalubrité dans les logements, intrusion illégale du personnel : plusieurs problèmes persistent dans les résidences universitaires de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Emyl Ferland, étudiant à la maîtrise en urbanisme, a vécu dans les résidences de l'Est sur le boulevard René-Lévesque et de l'Ouest sur la rue Saint-Urbain. Lors de son emménagement en 2018, son logement a été infesté par des coquerelles. « *C'est impossible de prévenir les nuisibles dans un bâtiment aussi gros, aussi vieux et qui contient autant de personnes avec autant de roulement* », croit Emyl Ferland.

Marc-Antoine Lemay et Leslie Gagnon, qui fréquentent l'UQAM, habitent dans un studio pour couple de la résidence de l'Est depuis la session d'été 2022. Leur appartement, situé devant le dépôt des poubelles de l'étage, a été infesté de vers blancs pendant le mois d'août.

> « J'ai moi-même tué chaque vers blanc qui sortait de la poubelle avec mes souliers et mon désespoir. »
>
> **Marc-Antoine Lemay, locataire des résidences de l'Est**

Les deux ont alors contacté la résidence, mais celle-ci a fait preuve de peu de collaboration, d'après le couple.

« *Il faut quand même beaucoup, beaucoup, beaucoup insister pour des choses qui sont, ma foi, de base* », déplore Marc-Antoine, qui étudie au baccalauréat en communication, politique et société.

Le jeune couple a dû amener un sac de vers blancs à la réception pour appuyer leur plainte.

« *Eux* [les membres du personnel de la réception]*, ce qu'ils proposaient, c'était de les laisser là et d'attendre qu'ils se transforment en mouches* », renchérit Leslie qui étudie en sexologie.

Finalement, il et elle ont fait la majeure partie du travail sans l'aide du personnel. « *J'ai moi-même tué chaque vers blanc qui sortait de la poubelle avec mes souliers et mon désespoir* », se décourage Marc-Antoine.

Aujourd'hui, cette histoire de vers blancs appartient au passé. Les jeunes locataires regrettent néanmoins le manque de communication de la part des résidences.

Des cas déjà vus

Les problèmes auxquels se sont buté(e)s ces deux étudiants et cette étudiante ne sont pas des cas isolés. En 2009, le *Montréal Campus* rapportait des cas d'infestations de nuisibles dans les résidences de l'Est.

Près de dix ans plus tard, en 2017, le journal racontait que la situation persistait avec des punaises de lit.

Un étudiant avait aussi déploré au *Montréal Campus* en 2013 la mauvaise communication des gestionnaires des résidences en raison d'un dégât des eaux.

Même si l'administration des résidences est passée sous les mains du Groupe Alfid en décembre 2021, le manque de communication entre les gestionnaires des résidences, les employé(e)s sur place ainsi que les résidents et les résidentes continue de faire des ravages.

La gestion renvoie la faute

Joël Chareyron, vice-président stratégies et affaires du Groupe Alfid, explique les problèmes d'insalubrité par la vétusté des bâtiments résidentiels.

Le gestionnaire renvoie la faute aux résidents et aux résidentes. « *Nous ne pouvons pas maîtriser ce qui se passe durant l'année entre les colocataires.* [...] *On sait que pour certains colocataires, ça peut poser des soucis parce que tout le monde n'a pas le même niveau d'exigence* », affirme M. Chareyton.

Le Groupe Alfid est seulement responsable de la propreté des logements durant les changements de locataires. Lors des transitions, une équipe de nettoyage s'occupe de l'hygiène. Ce sont les étudiants et les étudiantes qui doivent entretenir leur unité pendant leur séjour aux résidences.

MALIKA ALAOUI MONTRÉAL CAMPUS

Dans le bail des résidences de l'UQAM, les meubles, les électroménagers ainsi que l'électricité et le chauffage sont fournis aux locataires. La vaisselle, la literie et les articles de cuisine ne sont toutefois pas inclus. Les étudiants et les étudiantes ont accès à différents choix de logements.

Encore des cas d'intrusion

La propreté des lieux n'est pas le seul enjeu qui nuit à la qualité de vie dans les résidences universitaires de l'UQAM.

À la fin de la session d'hiver 2022, le *Montréal Campus* a rapporté des intrusions illégales dans certains logements des résidences de l'Ouest.

Cette situation n'a pas changé, selon Lany Beaudet, qui vit aux résidences de l'Est depuis quatre ans et qui habite présentement dans une unité « *Multi-8* », soit une colocation de huit personnes.

Durant la semaine du 17 octobre dernier, l'étudiante au baccalauréat en arts visuels et médiatiques a découvert qu'un agent d'entretien, détenteur d'un passe-partout, était entré dans son appartement sans cogner.

Confronté par Lany, l'homme a affirmé qu'on lui avait ouvert la porte de son logement. D'après la locataire, l'agent d'entretien aurait menti : personne ne serait venue lui ouvrir.

Jenny Desrochers, directrice des relations de presse de l'UQAM, indique que « *dans le cas d'une urgence nécessitant une intervention immédiate (incendie, dégât d'eau, bris majeur et danger, etc.), les intervenantes et les intervenants avertissent le locataire en frappant à sa porte à deux reprises avant d'entrer* ».

Dans le cas de Lany, l'agent d'entretien venait déposer des contrats, un cas qui ne se qualifie pas comme urgent. Cette situation s'était déjà produite par le passé. « *C'est toujours le même gars* », confie Lany.

> **D'après une brochure de l'UQAM, un logement 1 ½ aux résidences se loue à 590 $ à l'Est 615 $ à l'Ouest**

Le *Montréal Campus* a essayé de s'entretenir avec certains(e)s membres du personnel, dont Kengni Josnel. Ce dernier travaille dans les résidences universitaires depuis 2020 et étudie à l'UQAM. Il est une des rares personnes à s'occuper de l'entretien de la résidence de l'Est. « *Je suis les yeux des étudiants* », lance-t-il avant de devoir interrompre son témoignage en raison d'une urgence.

Il n'a pas souhaité répondre à d'autres questions, débordé par la mi-session et les soucis à gérer dans les résidences.

Une plateforme méconnue

Joël Chareyron justifie la présence de son employé dans le logement de Lany en expliquant qu'un registre de préavis des interventions est tenu à jour. « *Ça arrive que les résidents ne lisent pas les avis qui leur ont été donnés* », indique le gestionnaire.

Il ajoute que pour faciliter la communication entre les étudiants et les étudiantes et le personnel, une plateforme de demandes de « ticket » a été mise en place. Disponible en ligne, elle permet aux étudiants et aux étudiantes de signaler un incident. La demande est ensuite traitée par les employé(e)s selon la date et le niveau d'urgence.

L'homme d'affaires regrette que la plateforme demeure méconnue des résidents et des résidentes. Il envisage de faire une campagne d'information en collant des affiches dans les corridors des résidences.

Esprit de clocher

CHRONIQUE

Le mirage du logement abordable

FANNIE ARCAND

Lorsque j'ai visité cet été la prestigieuse Université de Washington, à Seattle, j'ai constaté qu'il n'est pas rare d'y côtoyer des étudiants et des étudiantes sans abri. Leurs témoignages abondent sur des blogues comme Reddit, où ils et elles partagent leur réalité avec leurs confrères et leurs consœurs. Quoiqu'on puisse rabattre la faute de ce triste phénomène sur le filet social mal tissé des États-Unis, les facteurs qui fragilisent l'accès au logement des étudiants et des étudiantes à Seattle se réunissent décidément ici aussi.

Rassurez-vous, je n'avance pas que l'itinérance guette chacun et chacune d'entre nous à tout moment. Avec la crise du logement qui gagne du terrain à Montréal, il devient cependant difficile d'ignorer la précarité qui guette les étudiants et étudiantes de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Cette menace n'est pas toujours explicite. Elle a plutôt l'allure d'un bruit de fond qui, une fois remarqué, devient impossible à ignorer. Je l'entends dans le témoignage de Zoé Desjourdy, une étudiante au baccalauréat en enseignement à l'UQAM qui, faute de rémunération pour ses stages, doit continuer d'habiter chez son père en observant le marché locatif devenir de moins en moins accessible chaque mois.

Je l'entends aussi quand je vois, sur Facebook Marketplace, des logements 4 ½ qui sentent la rénoviction et qui sont affichés au prix de 2000 $ par mois.

Récemment, j'ai entendu ce bruit de fond en parlant avec Réjeane, une femme en situation d'itinérance qui se confiait sur l'état des refuges pour femmes à Montréal. « *Les filles qui rentrent sont de plus en plus jeunes* », m'a-t-elle fait remarquer.

Ce bruit, je l'entends surtout quand je passe devant l'immeuble de condos de luxe qui se construit à côté de mon bel appartement pas cher, mais un peu défraîchi.

J'entends ce bruit quand je me demande combien de temps il me reste avant que mon appartement aussi se transforme, comme tant d'autres, en loft industriel-chic.

Si vous connaissez la méthode scientifique, vous avez sans doute remarqué qu'il ne s'agit là que d'anecdotes. Allons donc voir ce que les chiffres nous disent.

Selon la plateforme LinkedIn, le salaire moyen d'un étudiant ou d'une étudiante au Québec est de 20,20 $ de l'heure. Imaginons une étudiante qui travaille à temps partiel, comme 15 heures par semaine. Son revenu mensuel brut revient alors à 1212 $. Elle veut partir en appartement à Montréal.

Si cette étudiante décide de vivre seule, le prix moyen qu'elle verra affiché pour un 4 ½ sera de 1958 $, d'après un article du *Journal de Montréal* publié en août dernier. Si cette étudiante décide de vivre en colocation à deux, ce sont les trois quarts de son revenu qui devront aller à son loyer. Cela est sans compter les frais d'électricité, la facture d'épicerie qui explose avec l'inflation et les frais de scolarité qui augmentent allègrement. Avec un budget aussi serré, la *Liberté 45* de McSween semble bien loin.

Il s'agit peut-être d'un cas de figure extrême : le loyer moyen que je cite plus haut ne compile que les annonces affichées sur la plateforme Rentals.ca. Il ne tient pas en compte tous les logements de l'île.

Le plus récent rapport de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) à ce sujet fait écho à ces chiffres inquiétants : entre 2020 et 2021, les loyers ont augmenté de 3,7 % dans la grande région de Montréal. Cette hausse est remarquable par rapport à la moyenne de 2,8 % des 20 dernières années.

On sait que les plus démuni(e)s sont les premières victimes d'un marché aussi inabordable. D'après le même rapport de la CMM, près de 200 000 locataires à faible revenu éprouvent déjà des problèmes d'abordabilité de logement. Si cette crise continue, combien d'étudiants et d'étudiantes au portefeuille serré se joindront au rang de ces locataires ?

Le spectre de l'itinérance ne guette peut-être pas les étudiants et les étudiantes de l'UQAM au même degré qu'il hante ceux et celles de l'Université de Washington. Devant un marché locatif qui emporte une bonne partie de nos salaires dans sa course, on peut dire que le mirage d'un toit abordable s'éloigne lentement. ❖

UQAM

PARCOURS UNIVERSITAIRES

Les microprogrammes se multiplient à l'UQAM

LAURIANNE NUNEZ-PELLETIER

Dès l'hiver 2023, 22 nouveaux microprogrammes seront offerts par l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal (ESG UQAM). Même si l'Université considère ces nouvelles formations comme nécessaires, certaines personnes se questionnent sur la pertinence de développer des programmes d'études supérieures aux cheminements de plus en plus courts.

Les microprogrammes sont des certifications constituées de trois à six cours qui se complètent en une session ou en un an. Ils sont axés sur des disciplines novatrices de l'univers de la gestion. Le microprogramme en acquisition et gestion de talents et celui sur la création de start-ups à l'international font partie des nouvelles formations de l'ESG UQAM qui seront bientôt accessibles.

D'après le site Internet de l'ESG UQAM, la création de ces 22 microprogrammes permettra aux membres de la communauté étudiante « *d'accroître rapidement de nouvelles compétences* » ou encore d'étudier selon un horaire adapté à leur vie professionnelle.

« *Les microprogrammes permettent de répondre à des objectifs spécifiques* […] *de façon rapide et adaptée, alors que les programmes de grade impliquent des délais plus longs* », explique Jenny Desrochers, directrice des relations de presse de l'UQAM. Elle précise que les microprogrammes visent avant tout « *une formation de base, d'appoint* […] *ou de spécialisation dans un domaine spécifique* ».

La réalité du marché du travail est centrale à l'élaboration de ces programmes. Mme Desrochers note que les universités doivent agir selon les besoins du marché du travail, qui évoluent rapidement. La pénurie de main-d'œuvre, les innovations technologiques récentes et la pandémie de COVID-19 ont profondément affecté le fonctionnement des entreprises.

« *Les organisations souhaitent donc avoir accès à des travailleurs en mesure de comprendre leur environnement et les transformations de leur secteur d'activité.* […] *C'est entre autres à cela que répondent les microprogrammes* », affirme Jenny Desrochers.

L'élaboration interne

Une fois que le dossier de l'élaboration d'un microprogramme est monté, son mandat académique doit être approuvé par la Commission des études. La matérialisation d'un tel projet nécessite finalement l'approbation du Conseil d'administration de l'UQAM (CA) où des membres du corps étudiant et professoral siègent.

Puisque la création de ces microprogrammes s'inscrit dans une large opération de recrutement d'étudiants et d'étudiantes, leur processus de mise sur les rails est fait de manière « *accélérée* », juge Élizabeth Duboc, déléguée étudiante au CA et étudiante à la maîtrise en sciences de la gestion dans la spécialisation en responsabilité sociale et environnementale.

Le CA de l'UQAM veut s'assurer que cette initiative d'envergure soit faite de manière ciblée et réfléchie et qu'elle donne les résultats escomptés, avance Élizabeth Duboc. À cet effet, le CA a commandé un suivi qui fait l'évaluation de l'impact de la création de microprogrammes au trimestre d'automne 2024.

Marchandisation de l'éducation

Certains et certaines perçoivent la prolifération des programmes courts comme le symptôme d'un phénomène plus large, celui de la marchandisation de l'éducation.

« *Il y a une forte tentation, non seulement à raccourcir les formations, mais aussi à coller les curriculums aux besoins définis par l'économie ou la technologie* », affirme Éric Martin, docteur en pensée politique et professeur de philosophie au Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu. « *Cela engendre le besoin de constamment se renouveler parce que le marché mute très rapidement.* »

Le professeur précise qu'il ne remet pas en question la pertinence de se mettre à niveau dans son milieu professionnel. D'après lui, les microprogrammes répondent plutôt à « *une logique d'arrimage école/marché qui fait que c'est tout l'environnement éducatif qui est en train de se transformer* ».

Pour expliquer cette tendance, Éric Martin souligne qu'il existe une forte concurrence entre les universités au Québec. Afin d'attirer un bon nombre d'étudiants et d'étudiantes dans leur établissement, les universités ont intérêt à trouver des créneaux spécialisés pour se démarquer.

Quoiqu'il reconnaisse l'utilité que peuvent avoir ces programmes, M. Martin demeure sceptique quant à la motivation derrière leur création. « *On ne peut pas prétendre que ce sont des décisions qui vont uniquement se prendre dans le souci de la qualité de l'éducation* », juge le professeur.

LUCIE PARMENTIER MONTRÉAL CAMPUS

Les microprogrammes interpellent les personnes ayant un horaire bien chargé comme les parents étudiant(e)s ou les personnes qui sont déjà sur le marché du travail.

ACTIVITÉS ÉTUDIANTES

L'organisation d'événements alcoolisés, un casse-tête

MARILAURE LAMBERT

La reprise d'activités sans mesure sanitaire a annoncé le retour des soirées alcoolisées sur le campus de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Toutefois, les personnes qui tentent d'organiser ces événements se butent à des conditions qui compliquent la tâche.

Les soirées « 8@stop » étaient les principaux événements alcoolisés organisés par l'Association générale des étudiants de communication (AGEC), en collaboration avec l'Association étudiante en communication publique (AECP) avant la pandémie de COVID-19. Ces soirées se tenaient sur le campus dans les locaux des deux associations. La relance de ces activités, qui avaient lieu plusieurs fois par session, a cependant été difficile.

« *Ça revient plus avantageux d'organiser les événements à notre manière, dans une salle louée ou dans un bar où il y a déjà de l'alcool,* [qu'à l'UQAM] », lance la coordonnatrice de l'AGEC, Romy D. Senécal. Selon elle, les coûts ainsi que les procédures complexes de Traiteur UQAM et des Services à la vie étudiante (SVE) n'en valent pas la peine.

L'organisation d'activités impliquant de l'alcool à l'Université doit passer par le Traiteur UQAM, qui détient le monopole sur l'approvisionnement en alcool pour les événements sur le campus. Celui-ci représente l'une des nombreuses branches des Services alimentaires de l'UQAM.

Jenny Desrochers, directrice des relations de presse de l'UQAM, affirme qu' « *il revient aux Services alimentaires de fournir les boissons alcoolisées et de délivrer le permis d'alcool* ». Les groupes étudiants et les associations étudiantes doivent soumettre leur demande dans un délai minimal de trois jours ouvrables avant l'événement.

LUCIE PARMENTIER MONTRÉAL CAMPUS

Malgré un retour en présentiel, les groupes étudiants et les associations étudiantes peinent à tenir leurs activités à l'UQAM.

Une procédure d'engagement

Une fois l'alcool acquis, les organisateurs et les organisatrices doivent remplir un formulaire des SVE afin de se voir octroyer le droit d'organiser leur activité alcoolisée sur le campus. Un ou une responsable de l'événement doit signer et accepter une déclaration d'engagement de responsabilité. Celle-ci dédouane l'UQAM de tous les dommages qui pourraient être causés à du matériel ou à une tierce personne durant la soirée.

L'ex-coordonnateur de l'AGEC William Laplante explique que les responsables sont aussi obligé(e)s d'assurer la présence d'une personne garante lors d'un événement alcoolisé.

Cette dernière veille à une consommation responsable, est vigilante face aux méfaits liés à la consommation d'alcool et prévient les violences à caractère sexuel. Elle doit aussi être en mesure de reconnaître un cas d'intoxication à l'alcool et de réagir adéquatement, le cas échéant. Pour assumer ce rôle, les étudiants et les étudiantes suivent une formation vidéo d'une vingtaine de minutes offerte par l'UQAM.

Des coûts considérables

La bière et les boissons de malt alcoolisées peuvent être offertes gratuitement durant la soirée. Toutefois, si l'alcool est vendu ou si de l'alcool fort est donné, « *il est exigé qu'une serveuse ou un serveur des Services alimentaires soit embauché* », rappelle Jenny Desrochers.

D'après Romy D. Sénécal, « *les prix de l'alcool comme tels sont raisonnables* ». Elle déplore cependant « [que] *les membres du personnel de Traiteur UQAM doivent être engagés, donc c'est coûteux puisqu'ils sont syndiqués et ont un salaire horaire* ». Les coûts associés au salaire sont de 30,25 $ de l'heure, pour un minimum de quatre heures, selon le site Internet des SVE.

Jenny Desrochers affirme que l'approvisionnement en alcool par le Traiteur UQAM ainsi que les procédures qu'il impose permettent « *d'uniformiser l'accompagnement auprès des demandeurs et de prévenir les incidents liés aux méfaits de l'alcool* ».

La vie étudiante écope

La diminution de soirées tenues sur le campus due aux mesures de Traiteur UQAM attriste Romy D. Senécal. « *Tout le monde parle de l'université comme d'un endroit où l'on a beaucoup de plaisir et où l'on crée des liens* », relate-t-elle. « *Surtout à l'UQAM ! On sait qu'on est reconnu pour ça et que les gens viennent en grande partie pour la vie étudiante.* »

D'après William Laplante, l'arrêt des activités en présentiel aurait offert à l'UQAM une opportunité de sévir subtilement les procédures et les règlements. « *Je pense qu'ils ont profité du fait que c'était un départ à zéro* », soutient l'ex-coordinateur.

Malgré tout, l'AGEC et l'AECP ont été en mesure de réinstaurer leurs événements alcoolisés à l'UQAM. Au moment où ces lignes étaient écrites, le premier « 8@stop » était prévu pour le 30 novembre de 21 h à 23 h dans les locaux des deux associations, ainsi que dans le couloir entre les deux.

Esprit de clocher

CHRONIQUE

Les recettes salées de l'UQAM

MAUDE CAREAU-BÉLANGER

Débordée, fainéante ou mauvaise cuistot? Peu importe, je suis incapable de planifier un lunch avant d'aller suivre mes cours. Alors sans repas, je suis devenue une habituée des offres alimentaires de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), et ce, au grand dam de mon portefeuille.

L'UQAM dénombre six cafés étudiants, une horde de machines distributrices, la Cafétéria Hubert-Aquin et le Café Judith-Jasmin. Ces deux derniers sont gérés par les Services alimentaires de l'Université, tandis que les espaces étudiants sont liés aux associations étudiantes.

La gamme de produits alimentaires y est diverse, mais les prix sont pratiquement équivalents. Le petit café filtre fluctue autour de 2 dollars. Les sandwichs roulés sont vendus à peu près à 7 dollars et les bols de salade à environ 12 dollars. Mis à part le café, ces items peuvent être achetés à un prix semblable dans les commerces proches de l'Université.

La pérennité du coût d'un dîner à l'UQAM est loin d'être le fruit du hasard. D'après la coordonnatrice et responsable de l'approvisionnement du Café Le Philanthrope, Marie-Perle Fortin-Villeneuve, les Services alimentaires fixent les prix à la hausse. Le directeur de la Sphère de services, un organisme qui gère le café étudiant le Salon G, Daniel Vandal, confirme les propos de Marie-Perle. « *Pour tous les produits qui sont vendus par les Services alimentaires, le Salon G n'a pas le droit de les vendre plus bas que 15 %* [de la valeur établie par les Services alimentaires] », précise le directeur.

Au début de l'année, les cafés étudiants reçoivent la liste des prix de la Cafétéria Hubert-Aquin et régulent leurs tarifs en fonction. Les aliments y sont catégorisés « *peu importe la qualité des ingrédients ou d'où ils proviennent* », soulève Marie-Perle.

Même si le Café Le Philanthrope est en mesure de vendre ses sandwichs roulés biologiques à 5,50 dollars, il doit les fixer au même prix que ceux de la cafétéria, soit à 7 dollars.

Les Services alimentaires laissent sur le banc de touche la provenance des denrées, l'éthique de la production et les bienfaits des valeurs nutritives. Dans ce processus, la qualité de l'aliment a peu de valeur.

Le directeur des Services alimentaires, Louis Marcoux, n'a pas donné suite à ma demande d'entrevue.

Force est de constater que l'entente ne cherche en rien à soutenir les étudiants et les étudiantes. Dans l'article accordé aux cafés étudiants de la convention collective signée entre l'UQAM et le Syndicat des employées et employés de l'UQAM (SEUQAM), soit la lettre d'entente N° A-4, l'existence des cafés étudiants est identifiée comme une menace fiscale.

« *L'Université reconnaît que l'ouverture de cafés étudiants risque d'entraîner un manque à gagner pour les Services alimentaires, elle s'engage à résorber les déficits qui pourraient en résulter* [...] », peut-on lire.

Cette entente est un bâton dans les roues pour Marie-Perle, qui souhaite offrir des aliments abordables. L'étudiante raconte que Le Philanthrope est obligé de distribuer des boissons de kombucha à un coût plus dispendieux que celui des épiceries. « *Ce n'est pas dans nos valeurs de vendre des affaires plus chères qu'au IGA* », lance la coordonnatrice.

Du côté du Salon G, l'entente n'est pas dénoncée. Daniel Vandal spécifie que le café étudiant ne se distingue pas avec ses coûts, mais avec sa gamme de produits. Celle-ci se décline selon trois lignes directrices : « *la valeur nutritionnelle, la provenance et la certification* », explique-t-il.

Le Salon G ne cherche pourtant pas à générer du profit. Si des surplus découlent du café étudiant, ceux-ci sont réinvestis vers d'autres programmes de l'organisme tel que le bac alimentaire, un service de dépannage alimentaire. Comme quoi l'appât du gain peut être mis au profit d'une solidarité sociale.

Savoir que le coût de mon repas à l'UQAM est régulé selon l'intérêt des Services alimentaires a ponctué mes visites à la cafétéria de nouveaux bruits. Maintenant, j'entends ma faim qui est empochée à grosse somme par la caissière, j'entends des ventres qui se creusent devant la hausse des prix et j'entends l'UQAM qui protège ses revenus plutôt que de miser sur un accès à l'alimentation abordable.

VIE ÉTUDIANTE

Le lent réveil de la mobilisation étudiante

Si la pandémie a freiné l'implication, le retour en présentiel la fait renaître

ÉLIANE LEJEUNE-CARON

CAMILLE DEHAENE MONTRÉAL CAMPUS

La pandémie de COVID-19 a démontré que les rencontres en personne sont les plus propices pour les mouvements étudiants.

Depuis le début de la pandémie de COVID-19, une diminution marquée de la mobilisation étudiante s'est fait sentir à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et dans d'autres universités. De la fatigue pandémique à l'épuisement militant, les hypothèses pour expliquer ce phénomène sont nombreuses.

« *Depuis quelques années, le mouvement étudiant est dans un creux de vague* », indique Simon Berger, membre de la Riposte socialiste à l'UQAM, un groupe prônant les valeurs socialistes et marxistes. La participation étudiante dans les associations étudiantes et au sein de diverses luttes sociales a été marquée d'une baisse au cours des dernières années.

L'hiver dernier, les manifestations pour la gratuité scolaire, qui faisaient écho à celles du printemps érable de 2012 contre la hausse des droits de scolarité, n'ont réuni que quelque 2000 étudiants et étudiants. Ce nombre est incomparable aux foules que la grève de 2012 avait déplacées dans les rues. À son apogée, ce mouvement étudiant avait mobilisé 200 000 personnes lors de la manifestation du 22 mars 2012 à Montréal.

Plusieurs personnes interrogées par le *Montréal Campus* attribuent ce désintérêt à la pandémie de COVID-19 et à l'isolement social qu'elle a imposé.

Se mobiliser à distance

Durant le confinement, Mireille Allard, étudiante à la maîtrise en science politique à l'UQAM, a remarqué « *à quel point ce qu'on était capable de faire était limité en termes de mobilisation* ».

Ayant été très engagée dans le mouvement étudiant entre 2014 et 2020, elle a constaté que la vie étudiante « *repose tellement sur les espaces* » et qu'avec la pandémie, ces espaces ont été remplacés par des écrans.

D'après Mireille Allard, le confinement a « *coupé sec* » les manifestations qui avaient lieu tout juste avant la pandémie, comme celles pour une justice climatique. Cette coupure explique en partie le manque d'engagement étudiant depuis le retour en présentiel, selon elle.

Laurianne Jacques, ancienne membre du comité exécutif de l'Association générale des étudiants en communication (AGEC) de l'UQAM, estime que la pandémie a causé une « *perte des traditions* ». Celle-ci évoque le confinement, qui a freiné les événements sociaux visant à encourager la participation étudiante.

Même après le retour des cours en présentiel, Laurianne Jacques remarque que les nouveaux étudiants et les nouvelles étudiantes ne perpétuent pas les traditions.

De plus, « *l'UQAM est devenue beaucoup plus frileuse en ce qui concerne l'alcool et les événements dans l'Université* », d'après la bachelière en télévision. Cette dernière croit que ce resserrement des règlements rend plus difficile d'organiser des événements pour rallier les nouvelles cohortes à leurs associations étudiantes.

Du chemin à faire

Rozana Ryan, étudiante en histoire à l'Université de Montréal et coordonnatrice des affaires internes de son association étudiante, déplore le manque d'engagement des membres de la communauté étudiante pendant les assemblées générales.

« *La majorité des gens se présentant aux assemblées générales sont les membres du conseil exécutif de l'association, et ce n'est pas assez* », déplore l'étudiante. Elle explique que depuis la pandémie, son association peine à atteindre le quorum pour voter sur différentes problématiques.

Les associations étudiantes jouent un rôle de « *microsociétés* » dans les universités, d'après Rozana Ryan. « *Une asso, ce n'est pas juste politique, c'est pour le plaisir, pour les activités, c'est une communauté* », ajoute l'étudiante, qui essaie d'encourager l'implication universitaire à l'aide des réseaux sociaux.

Pour certaines personnes, c'est le manque de temps et le coût de la vie qui les empêchent de s'impliquer auprès des associations étudiantes. Cassandra Lépine, étudiante au baccalauréat en action culturelle à l'UQAM, explique qu'elle ne s'implique pas dans son association étudiante pour des raisons purement circonstancielles.

Originaire de l'Estrie, Cassandra a dû subvenir à ses besoins lors de son arrivée à Montréal. « *J'ai dû travailler à temps plein pour payer mon appartement* », explique-t-elle. L'étudiante vivait seule lors du début de son parcours dans le baccalauréat en action culturelle. N'ayant « *pas accès aux prêts et aux bourses du gouvernement* », elle a aussi dû devenir étudiante à temps partiel en suivant trois cours par session.

Cassandra Lépine n'avait donc que très peu de temps pour s'impliquer dans la vie étudiante, étant déjà assez occupée à payer son appartement et sa session.

Un nouveau souffle

Mireille Allard rappelle qu'après de grandes mobilisations étudiantes, une « *baisse d'implication* » peut habituellement être remarquée dans la communauté. Une certaine fatigue militante s'était fait remarquer après la grève étudiante de 2012. Selon l'étudiante, le même phénomène s'était produit à la suite de la grève des stages qui a marqué les années 2016 à 2019.

L'étudiante à la maîtrise en science politique remarque toutefois une recrudescence des manifestations et des revendications étudiantes depuis l'automne. En septembre dernier, des milliers de jeunes sont descendu(e)s dans les rues montréalaises pour revendiquer une plus grande justice climatique.

Au moment où ces lignes étaient écrites, l'ADEESE venait de terminer une grève de cinq semaines pour revendiquer de meilleures conditions de stages.

Aujourd'hui, la mobilisation étudiante se réveille petit à petit. Le confinement a été « *propice au questionnement* », selon Simon Berger. Ce dernier ajoute que la pandémie a agi comme un « *accélérateur de prise de conscience* ». Le temps pour regarder autour de soi ne manquait pas durant le confinement. Ainsi, certains enjeux comme l'inflation, la crise du logement et l'environnement sont devenus plus urgents pour de nombreuses personnes, conclut l'étudiant.

DIVERSITÉ

Mission inclusion dans les Forces armées

Plusieurs groupes minoritaires sont sous-représentés au sein de l'organisation canadienne

ZACHARIEL LEBLANC-COSSETTE

Les Forces armées canadiennes (FAC) peinent à diversifier leurs rangs. En 2021, les femmes et les minorités visibles représentaient un peu moins du quart de leurs effectifs totaux. Les FAC étant aux prises avec de graves problèmes de recrutement, des experts et des expertes estiment que la question de l'inclusion est cruciale pour l'avenir de l'organisation.

Pour Charlotte Duval-Lantoine, directrice des opérations au bureau d'Ottawa de l'Institut canadien des affaires mondiales (ICAM), la sous-représentation des femmes et des minorités culturelles dans les FAC est problématique. « *Comment la population peut-elle avoir confiance en une organisation si cette dernière ne* [la] *représente pas de manière adéquate ?* », questionne Mme Duval-Lantoine.

Selon Mourad Djebabla, historien et professeur agrégé au Collège militaire royal du Canada, situé à Kingston en Ontario, la relation complexe entre l'Armée canadienne et les minorités culturelles ne date pas d'hier. Il affirme qu'historiquement, les FAC ont toujours souhaité projeter l'image d'une organisation masculine, blanche et anglo-saxonne.

L'inclusivité est devenue une priorité pour les FAC à partir de 1993, l'année où la réputation de l'organisation militaire a été entachée par le dévoilement de l'affaire somalienne.

Le 16 mars 1993, l'adolescent somalien Shidane Arone a été torturé à mort par des soldats canadiens du 2e commando du Régiment aéroporté, déployé en Somalie dans le cadre d'une mission de maintien de la paix des Nations Unies.

En 1997, le dévoilement d'un rapport d'enquête sur les événements a laissé entrevoir d'importantes lacunes en matière de formation et de leadership au sein des FAC. L'affaire a forcé l'organisation à revoir l'ensemble de la formation donnée aux militaires, notamment en ce qui concerne les missions à l'étranger. « *Il y a une profonde différence dans la culture militaire que promeuvent les générations d'officiers ayant intégré les forces avant et après l'affaire* », concède Mourad Djebabla.

En ce qui a trait aux femmes, Charlotte Duval-Lantoine estime que leurs difficultés à s'intégrer aux Forces armées commencent dès le processus de formation des militaires, soit au cours des tests d'aptitudes physiques.

« *Encore aujourd'hui, les critères de réussite à ces tests ne prennent pas en compte les capacités physiques des femmes. Le taux d'échec des femmes à ces tests est donc plus élevé que celui de leurs collègues masculins* », explique la directrice des opérations pour l'ICAM.

Mme Duval-Lantoine ajoute que le faible nombre de femmes atteignant les rangs généraux ainsi que les nombreux scandales d'inconduites sexuelles ayant éclaboussé l'organisation au cours des dernières années nuisent sans doute au recrutement des femmes dans l'Armée canadienne.

Les avantages stratégiques

L'adjudante-chef à la retraite Marina Roberge a donné plus de 40 ans de sa vie aux FAC. En tant que femme, son parcours n'a pas été de tout repos. « *Joindre un organisme majoritairement masculin est difficile physiquement.* [...] *Il m'est arrivé de me sentir comme un saumon qui doit gravir les chutes du Niagara* », témoigne-t-elle pour résumer les défis qu'elle a surmontés au cours de sa carrière.

Néanmoins, la militaire à la retraite estime que les femmes peuvent briller au sein des FAC, à condition d'accepter de travailler sans relâche et d'avoir le courage de leurs convictions. « *Nous sommes complémentaires aux hommes. Notre vision des choses est différente et elle peut apporter beaucoup à l'organisation* », avance-t-elle. Marina Roberge ajoute aussi que la diversité rend un lieu de travail comme les FAC plus fort et plus riche. Mourad Djebabla partage cette opinion. Il estime qu'une armée diversifiée est plus efficace.

« *L'Armée canadienne tente désormais de tisser des liens avec les communautés locales. De cette manière, elle parvient à créer de véritables liens de confiance avec la population.* [...] *En gagnant les cœurs de la population, les Forces armées sont parvenues à faire des gains stratégiques* », affirme le professeur agrégé au Collège militaire royal du Canada.

Vers l'avenir

Selon Charlotte Duval-Lantoine, les FAC sont en mesure d'atteindre leurs objectifs en matière d'inclusion. Mais pour y parvenir, le leadership militaire doit démontrer une volonté d'agir. « *On ne peut pas se limiter à ajouter des* [femmes et des personnes issues des minorités visibles] *ou* [à mettre en place] *des politiques. Un changement dans la structure militaire s'impose* », prévient la directrice des opérations de l'ICAM.

À l'heure actuelle, la plupart des promotions sont attribuées aux forces de combat, qui sont majoritairement masculines.

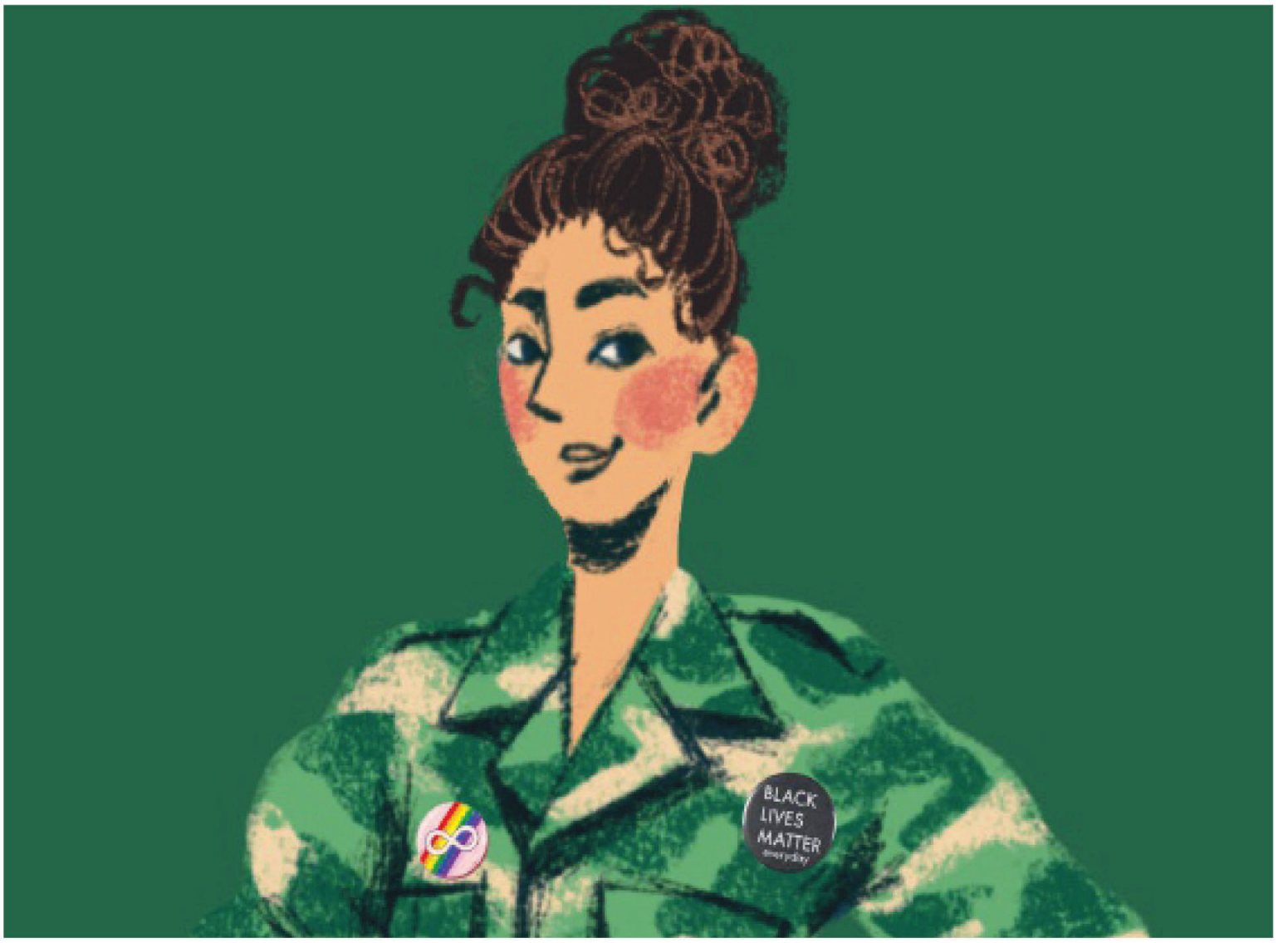
« *Il y a des changements qui s'opèrent, mais il faudra être patient, car ça prendra du temps avant d'en voir les résultats* », affirme Mourad Djebabla.

Le professeur souligne que les militaires ont désormais plus de liberté dans leur expression de soi. Par exemple, le port de la barbe et des cheveux longs chez les hommes est autorisé depuis cet été. « *Cela pourrait permettr e de recruter davantage d'officiers issus des minorités culturelles* », déclare M. Djebabla.

Il ajoute que l'inclusion est l'une des solutions clé pour remédier la pénurie de main-d'œuvre au sein des FAC. En octobre 2022, l'organisation affichait plus de 10 000 postes vacants.

Du haut de ses nombreuses années de loyaux services, Marina Roberge affirme que les femmes ont davantage d'opportunités au sein des FAC qu'autrefois.

L'adjudante-chef à la retraite, qui a fait du mentorat avec des centaines de jeunes au cours de sa carrière, est rassurée par la jeunesse. « *Les jeunes sont plus que jamais ouverts d'esprit, brillants et travaillants. Ils ne cherchent qu'à embellir le monde* », souligne Marina Roberge.



LÉONIE RIOULT MONTRÉAL CAMPUS

D'après Statistique Canada, la proportion de femmes dans les Forces armées canadiennes oscille entre 16 et 20 % selon les branches.

SOCIÉTÉ

Méfaits divers

CHRONIQUE

S'inspirer de l'Europe, là où petit train va loin

PHILÉMON LA FRENIÈRE-PRÉMONT

Avez-vous déjà voyagé en train au Canada? Moi non plus. Pourtant, le corridor entre Québec et Toronto est propice au développement d'un réseau ferroviaire efficace. Alors que VIA Rail planifie la construction d'un train à grande fréquence (TGF), le gouvernement fédéral doit appuyer sur l'accélérateur afin que ce projet se concrétise au plus vite.

Cet été, lors d'un voyage en Europe, j'ai profité des réseaux de trains d'une dizaine de pays. Toutes les villes, même celles de moindre importance, sont bien desservies. Les billets sont peu coûteux et le système est fiable. L'histoire est différente au Canada.

« [Les dirigeants de] *VIA Rail offrent un service vraiment mauvais, et ils le savent. Pour se rendre de Montréal à Québec, ça prend un temps fou et* [le train passe peu souvent] », déplore Jacques Roy, professeur titulaire au Département de gestion des opérations et de la logistique de HEC Montréal.

L'objectif d'un TGF est d'améliorer la fréquence à laquelle le train passe. « *S'il y avait plus de fréquences, les gens l'utiliseraient plus, à mon avis* », poursuit M. Roy.

En s'arrêtant dans une quinzaine de villes entre Québec et Toronto, comme Trois-Rivières, Montréal, Ottawa et Peterborough, le réseau favoriserait les courtes et les longues distances. En passant aux heures, et même aux demi-heures pendant les moments de grande affluence, le TGF deviendrait attrayant. Les petites villes auraient une option intéressante de transport collectif.

La voiture perdrait des adeptes, ce qui est une bonne nouvelle en matière d'environnement. Selon la Société nationale des chemins de fer français, voyager à bord d'une voiture à essence est 26 fois plus polluant que de se déplacer en train. Considérant qu'une réduction de l'usage de l'automobile sur de longues distances est essentielle à l'atteinte des objectifs climatiques du Canada, le secteur ferroviaire doit jouer un rôle dans la lutte environnementale.

Cet été, le gouvernement allemand a introduit un billet mensuel à 9 euros pour l'utilisation des trains régionaux. Cette initiative a eu un grand impact sur les émissions de gaz à effet de serre : 1,8 million de tonnes de CO_2 ont été économisées. Même si une telle situation n'est pas près de se produire au pays, un TGF peut être un pas dans la bonne direction.

Derrière cet espoir, des coûts importants se cachent : la facture d'un TGF entre Québec et Toronto pourrait s'élever à 20 milliards de dollars, selon Pierre Barrieau, chargé de cours à l'École d'urbanisme et d'architecture de paysage de l'Université de Montréal.

Les routes s'useraient moins parce qu'elles seraient moins empruntées par les automobiles. Le besoin de construire de nouvelles routes serait également moindre. « *Ça coûterait beaucoup plus cher d'améliorer le système routier entre Montréal et Toronto que de construire un* [réseau de] *TGF* », affirme M. Barrieau.

Un TGF pourrait vous faire économiser gros. Le prix d'un billet de TGF entre Québec et Montréal serait près de 20 $, selon lui. C'est plus économique que le transport en voiture, pour lequel le prix de l'essence, les coûts d'usure de la voiture et les coûts dus aux bris mécaniques doivent être additionnés. Selon le professeur Jacques Roy, pour l'automobile, le montant total revient à 0,50 $ par kilomètre. L'aller vers Québec est donc de 125 $ en voiture, soit 105 $ de plus qu'en empruntant un éventuel TGF.

Si vous priorisez la vitesse du transport au prix, le TGF est aussi la meilleure option. L'aller Montréal-Toronto serait d'une durée de 4 h à 4 h 20, selon VIA Rail. L'automobile prend plus ou moins 5 h 30 pour se rendre dans la métropole ontarienne.

Mine de rien, cela représente une économie de temps d'environ 1 h 30. Voyager plus rapidement pour moins cher, tout le monde y gagne.

Depuis près de 30 ans, le gouvernement fédéral se tourne les pouces. Il doit cesser et investir massivement dans le projet de TGF de VIA Rail, qui est pour l'instant embryonnaire. Une fois ce projet mené à terme, d'autres lignes de trains pourront être ajoutées au réseau qui impliquera de plus en plus de villes. À ce moment, le couloir entre Québec et Toronto aura peut-être des airs européens. ❖

JEUX EN LIGNE

À deux clics du gros lot, à un seul de l'endettement

GABRIELLE FALLU

Les jeux de hasard et d'argent en ligne ont augmenté en popularité depuis le début de la pandémie de COVID-19. Pour beaucoup de joueurs et de joueuses, ces sites sont des passe-temps, mais pour d'autres, ils sont devenus une nécessité.

Propriétaire de son entreprise à Québec, Justin* ne croyait pas devenir un joueur de jeux de hasard et d'argent compulsif durant la pandémie. Le jeune homme de 24 ans a commencé à faire des paris sportifs pour le plaisir après avoir vu des annonces des casinos en ligne Stake et Bet99. Elles étaient diffusées lors de ses matchs de sports favoris. « *La possibilité de faire de l'argent facile en écoutant quelque chose que j'aime m'a semblé alléchante* », indique-t-il.

Depuis qu'il a commencé les jeux de hasard et d'argent en ligne, Justin a perdu entre 3000 dollars et 4000 dollars.

Une accessibilité inquiétante

Entre 2020 et 2021, 20 % des Québécois et des Québécoises ont joué à des jeux en ligne. Près de 8 % d'entre eux et elles y ont joué pour la première fois, selon un sondage réalisé par l'Institut national de santé publique du Québec.

D'après Maude Bonenfant, professeure titulaire au Département de communication sociale et publique de l'Université du Québec à Montréal, la hausse en popularité des jeux en ligne n'est pas surprenante. « *Après la pandémie, nous avons constaté une augmentation des comportements associés à la dépendance aux jeux, et ce, parce que la population était confinée et que les jeux en ligne sont extrêmement accessibles. À cause de cela, ils attirent une clientèle vaste* », déplore Mme Bonenfant.

Une échappatoire prisée

Christophe Miville-Deschênes, intervenant en prévention à la Maison l'Odyssée, un organisme communautaire visant à venir en aide aux personnes qui sont aux prises avec une problématique de jeu excessive ou pathologique, avance que les joueurs et les joueuses en quête de satisfaction rapide sont en fait à la recherche de dopamine.

« *La recherche constante de dopamine joue dorénavant avec mes émotions*, précise Justin. *Autant que j'ai de fortes émotions positives lorsque je remporte de l'argent que j'en ai de très négatives lorsque j'en perds*. »

Désormais, le jeune homme a de la difficulté à regarder des matchs de sports lorsqu'il ne parie pas d'argent. « *J'ai en quelque sorte perdu ma fougue pour le sport. Je ne suis plus du tout excité d'écouter les parties lorsque je sais qu'il n'y a aucune chance que je remporte de l'argent* », énonce Justin.

« *Mon humeur change radicalement lorsque je perds. J'associe parfois mes défaites à mes rituels de pré-jeu ou je soupçonne que quelqu'un m'a porté malchance* », renchérit le jeune homme.

Un des comportements les plus fréquents associés à la dépendance au jeu est le mensonge, selon M. Miville-Deschênes. « *La majorité des proches des personnes dépendantes sont au courant qu'ils jouent, mais ne savent pas à quelle fréquence et quelles sommes* [d'argent] *sont versées* [dans les jeux en ligne] », affirme l'intervenant en prévention.

Justin n'y échappe pas. « *Je fais savoir à mes proches que je joue par l'entremise de blagues. Je fais cela pour désensibiliser le tout. Évidemment, ils ne sont pas au courant de l'ampleur de la situation* », concède-t-il.

D'après ses observations professionnelles, M. Miville-Deschênes constate qu'entre 10 % à 15 % des proches d'une personne dépendante sont affecté(e)s de manière psychologique, financière et physique par cette obsession.

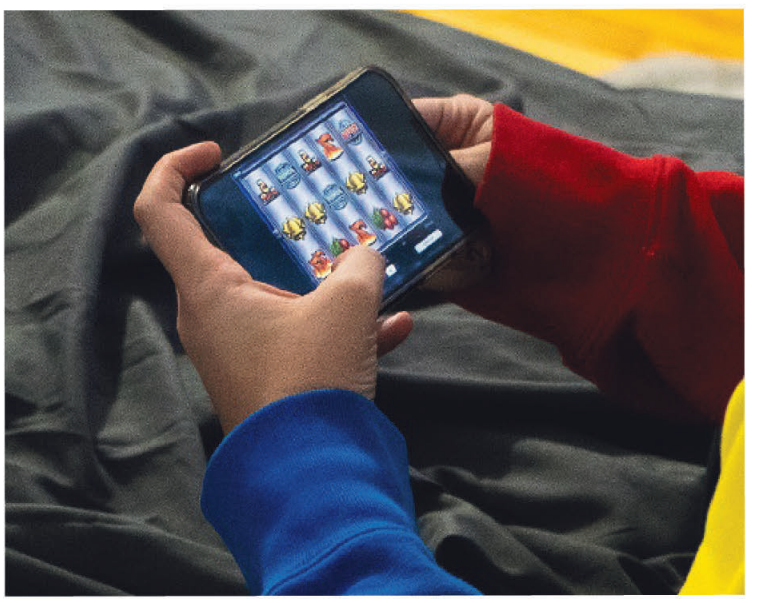
Le bourbier de l'avenir

Depuis quelques années, les jeux de hasard et d'argent ont fait leur apparition dans les jeux vidéo destinés aux personnes mineures. Notamment vues sous forme de coffres à butin et de roues de fortunes, plusieurs tactiques sont créées par les développeurs et les développeuses de jeux vidéo pour inciter les jeunes à s'intéresser aux jeux de hasard, selon Christophe Miville-Deschênes.

Le manque de réglementation des mécaniques de jeux de hasard et d'argent dans les jeux pour les personnes mineures, dont les coffres à butin et les roues de fortunes, inquiète Mme Bonenfant. « *Nous sommes en train de normaliser et de banaliser ce type de mécaniques. Dans quelques années, qu'allons-nous faire avec ces mineurs qui seront devenus adultes et qui ne verront aucun problème aux mécaniques associées au jeu d'argent ?* », questionne-t-elle.

Mme Bonenfant propose de rendre illégaux ces dispositifs incitant les jeux de hasard et d'argent auprès des personnes mineures. La professeure croit que la population doit agir maintenant afin de régler ce potentiel problème de santé publique.

*Prénom fictif afin de conserver l'anonymat



MALIKA ALAOUI MONTRÉAL CAMPUS

Plus de 300 000 Canadiennes et Canadiens ont un risque de développer une dépendance aux jeux en ligne, selon Statistique Canada.

CHIRURGIES

Le fardeau financier des personnes transgenres

FLORENCE PROVENCHER

LUCIE PARMENTIER MONTRÉAL CAMPUS

Les personnes transgenres et non binaires reçoivent une compensation de 900 $ par mois à Palm Springs en Californie, selon Fox News.

Les personnes transgenres peuvent être confrontées à de nombreux obstacles financiers durant leur transition. Même si les opérations de vaginoplastie et de phalloplastie sont aujourd'hui payées par le gouvernement provincial, le combat est loin d'être gagné pour ceux et celles qui doivent porter le fardeau financier des autres opérations.

Ash Paré est une personne trans non binaire qui a commencé sa transition médicale il y a quatre ans. L'étudiant(e) à la maîtrise en travail social à l'Université McGill a eu recours à une chirurgie de mastectomie, soit l'ablation des seins. Cette opération était gratuite, contrairement à sa chondrolaryngoplastie, qui permet la réduction de la pomme d'Adam et qui lui a coûté près de 6000 dollars. Ash affirme que pour certaines personnes, l'ensemble des chirurgies considérées comme esthétiques « *peuvent finir par coûter 75 000 dollars* ».

Shaun Lessard, étudiant au baccalauréat en enseignement de l'éducation physique et à la santé à l'Université du Québec à Montréal, a entamé les démarches pour sa transition à l'âge de 18 ans. Ses opérations ont été couvertes par la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ). Malgré cette aide financière, il mentionne que pour lui, « *les plus gros fardeaux financiers sont les rencontres avec la sexologue et la médication à prendre à vie* ».

Pour Marie-Michelle Grenier, bénévole pour l'organisme Aide aux Trans du Québec, c'est à 16 ans que sa dysphorie de genre a commencé à se manifester, soit le sentiment que son sexe attribué à la naissance ne correspondait à son identité de genre. Elle a entamé sa transition à l'âge de 54 ans. Marie-Michelle, qui est aussi avocate, estime avoir dépensé autour de 80 000 dollars pour l'ensemble de ses chirurgies, de ses rencontres et de ses suivis.

Des emplois moins payants

Ash affirme que « *même si la plupart des personnes trans ont une scolarité plus élevée que la moyenne en termes d'années d'études et de qualifications, elles ont tout de même un salaire nettement inférieur* » au reste de la population. Cette affirmation est appuyée par les résultats d'une étude de 2019 de Trans PULSE Canada qui indique que, malgré des niveaux élevés d'éducation, les personnes transgenres et non binaires ayant participé à l'étude sont sous-employées.

Iel explique que les personnes transgenres occupent souvent des emplois communautaires moins bien rémunérés que ceux pour lesquels elles sont qualifiées, puisque ces postes sont mieux adaptés à leurs besoins. Dans les milieux de travail qui ne le sont pas, les personnes transgenres peuvent se sentir invalidées et subir des micro-agressions par ceux et celles qui ne sont pas éduqué(e)s quant à leur réalité.

La santé mentale affectée

Selon Shaun, le fait de ne pas avoir accès gratuitement aux opérations considérées comme esthétiques peut nuire à la santé mentale des personnes transgenres. « *Est-ce que c'est vraiment esthétique si cela vient* [combler] *une détresse profonde ?* », se demande-t-il.

Pour sa part, Ash explique que sa santé mentale est affectée par le système de santé du Québec. Les personnes transgenres ont tendance à éviter le système public, notamment par peur de rencontrer un ou une spécialiste transphobe ou peu renseigné(e) sur leurs enjeux. « *Pour avoir des soins convenables, la plupart de ces personnes vont dans le système privé, ou bien elles vont utiliser les ressources communautaires, qui débordent* », précise-t-iel.

Des solutions concrètes

Ash est d'avis que le gouvernement provincial devrait instaurer un système de santé mentale universel pour rendre les services plus accessibles aux personnes transgenres. De plus, selon iel, une autre solution serait de « *rendre l'ensemble des chirurgies* [...] *gratuites et accessibles pour les personnes transgenres parce que ce n'est pas un luxe,* [mais] *une question de santé publique* ».

Pour sa part, Marie-Michelle considère que les personnes transgenres devraient avoir une plus grande admissibilité à certaines chirurgies, comme celles pour la réduction de la pomme d'Adam et les poils au visage et au corps. Elle pense que ces services devraient être couverts par la RAMQ.

La bénévole pour l'organisme Aide aux Trans du Québec affirme que, présentement, le système de santé n'est pas assez inclusif et nuit au bien-être des personnes transgenres. Ce système « *pourrait être bonifié afin de* [...] *diminuer leur charge financière,* [ce qui les rendrait] *plus fonctionnelles et heureuses dans la société* », conclut-elle.

Méfaits divers

CHRONIQUE

La confiance envers les médias s'effrite

MIA GAGNÉ VINCENT

Près de la moitié des Canadiens et des Canadiennes pensent que « *les journalistes tentent délibérément de tromper les gens en disséminant de l'information qu'ils savent erronée ou largement exagérée* », révèle une étude de la firme de relations publiques Edelman. Inquiète pour l'avenir de ma profession, j'ai tenté de comprendre pourquoi le taux de confiance de la population envers les médias n'a jamais été aussi bas.

Pour Roland-Yves Carignan, professeur à l'École des médias de l'Université du Québec à Montréal, le problème réside dans le contexte socionumérique dans lequel les médias évoluent. Puisque les gens s'informent majoritairement sur leurs appareils électroniques, ils et elles sont confronté(e)s à une quantité exorbitante d'informations tous les jours. « *C'est de plus en plus difficile pour les gens de faire la distinction entre ce qui est un reportage journalistique, une chronique, un publireportage* [...]. *Ça devient très compliqué* », explique-t-il.

Un rapport de l'Institut Reuters pour l'étude du journalisme portant sur l'état des médias dans le monde est très évocateur quant à cet enjeu. Les recherches concluent qu'en moyenne, les gens ont de moins en moins confiance envers les médias. Par exemple, en 2018, 75 % des gens avaient foi en la British Broadcasting Corporation (BBC), un radiodiffuseur britannique. En 2022, ce chiffre a chuté à 55 %. Selon l'étude, les gens qui font moins confiance à ce média sont en grande partie des hommes qui sont moins éduqués et qui utilisent uniquement les réseaux sociaux comme source d'information.

Les réseaux sociaux sont sans contredit une mine d'information sans fin pour n'importe quel(le) citoyen ou citoyenne. Les utilisateurs et les utilisatrices ont plutôt tendance à « *privilégier les informations qui valident ce qu'*[ils et elles] *pense*[nt] *déjà* », souligne M. Carignan. Lorsque ces personnes sont confrontées à des points de vue différents des leurs, elles remettent automatiquement en question ces sources, même si l'information est vérifiée, crédible et pertinente. C'est ce qu'on appelle le biais de confirmation, explique le professeur.

La pandémie de COVID-19 a assurément nui à la perception que les gens ont des médias d'information. Dès le début de la crise, les consignes sanitaires ont changé à plusieurs reprises, les savoirs des scientifiques quant au virus étant en constante évolution. « *Il y avait des journalistes qui devaient relayer le message du gouvernement de changer* [nos] *comportements.* [...] *Je pense qu'on a perdu bien des gens qui voulaient retrouver leur liberté* », soutient M. Carignan.

Selon le professeur, les entreprises médiatiques doivent sérieusement remettre en question leur modèle d'affaires. Ayant comme objectifs de capter l'attention de leur public le plus efficacement possible, d'obtenir des données personnelles sur les comportements des consommateurs et des consommatrices et de vendre de la publicité, les médias sont devenus un « *produit de consommation* », estime M. Carignan. « *Les journalistes aussi participent à ça, en faisant des entrevues plus courtes, des trucs plus punchés et en essayant d'attirer l'attention* », ajoute-t-il. « *Est-ce que vraiment, le journalisme, qui a un rôle dans la démocratie, c'est un produit de consommation ?* », questionne celui qui aimerait voir une « *décommercialisation* » du journalisme.

Pour l'enseignant, ce débat doit absolument être amené dans la sphère publique. Il estime que la solution passerait par une « *co-construction* » de l'information avec le public, afin de le faire participer davantage au processus journalistique.

Cela serait sans aucun doute un pas dans la bonne direction pour que les gens renouent avec les médias d'information. Ils et elles se sentiraient plus concerné(e)s par l'actualité.

Nous sommes à un point de bascule pour l'avenir du journalisme. Cela sera notre devoir, en tant que futur(e)s artisans et artisanes de l'information, de regagner la confiance de la population envers les médias. Pour tirer leur épingle du jeu, les entreprises médiatiques devront entamer une réflexion profonde sur la manière dont elles navigueront dans les complexités du contexte socionumérique actuel. ❖

COVID-19

Les contrecoups de la pandémie sur les jeunes

Après un retour à la normale, des étudiants et des étudiantes souffrent toujours d'anxiété

FÉLIX ROMPRÉ

Tandis que certains et certaines jeunes ont retrouvé une vie sociale depuis l'allègement des mesures sanitaires, d'autres continuent de souffrir des blessures infligées par la pandémie de COVID-19. C'est le cas de Robin Desrosiers, un étudiant de 19 ans qui s'accroche aux cours offerts en ligne et qui continue d'observer des changements dans ses habitudes sociales.

Suivant des cours à distance en comptabilité et gestion depuis 2020, Robin a vécu comme plusieurs jeunes des moments difficiles durant la pandémie. « *Au début de la pandémie, j'ai arrêté de faire du sport et ç'a été l'une des plus grosses erreurs de ma vie* », atteste-t-il. La fermeture des centres d'entraînement en 2020 a démotivé Robin à rester actif physiquement.

Ce dernier s'est tourné vers les jeux vidéo lors de sa première année au Cégep de Lanaudière à Terrebonne en 2020. « *C'était tous les jours, à coups de 12 h ou 14 h par jour sans arrêt. Parfois, je tournais en rond dans un jeu parce que je n'avais même plus envie de jouer. C'est ce qui m'a rendu le plus "zombie" durant la pandémie* », raconte-t-il.

Aujourd'hui, il ne joue pratiquement plus aux jeux vidéo et il s'est remis au sport. Malgré le retour en classe à l'automne 2021, il a décidé de poursuivre l'école à distance après deux mois en présence au cégep situé dans Lanaudière. Il est maintenant étudiant en ligne dans le même programme au Collège de Rosemont.

Un retour à la réalité abrupt

Le jeune homme a vite réalisé son inconfort lors du retour en présentiel durant l'automne 2021 avec les mesures sanitaires imposées. « *Personne n'était d'accord sur rien par rapport à la COVID-19. Ça amenait des conflits d'intérêts en classe. Je n'aimais pas vraiment la position dans laquelle ça me mettait* », affirme Robin.

Lors de la même session, il a aussi remarqué la difficulté d'établir un premier contact avec les autres étudiants et étudiantes.

« *Tu ne pouvais pas parler à quelqu'un sans que certaines personnes ne soient mal à l'aise face au virus. Ça a fait en sorte que je ne pouvais parler à personne* », explique l'étudiant.

Le cas de Robin n'est pas étonnant, selon Roxane de la Sablonnière, professeure titulaire au Département de psychologie à l'Université de Montréal. Elle explique qu'une « *rupture sur les comportements* » peut se produire lors d'un grand bouleversement social.

« *On a appris à prendre nos distances des autres, même des gens qu'on aime. Cela* [contribue à] *créer un climat d'incertitude. Ça fait en sorte qu'on peut se poser beaucoup de questions sur le plan collectif ou individuel* », mentionne Mme de la Sablonnière.

Des changements d'habitudes

Apprendre à vivre avec la solitude, c'est ce que Robin a commencé à faire après avoir remarqué qu'il avait changé ses habitudes sociales. « *Avant, j'aimais vraiment voir constamment mes amis et je ne savais pas vraiment c'était quoi être seul. J'avais besoin de parler avec des gens,* témoigne Robin. *J'ai pris goût à être seul et à moins voir mes amis. Je ne sais pas si c'est une bonne chose ou une mauvaise chose.* »

Désormais, il considère ressentir moins de plaisir à sortir avec des ami(e)s : « *Ça doit vraiment être la meilleure occasion du monde* [pour sortir]. *Sinon, je ne m'amuse plus tant que ça.* » Le jeune adulte relate avoir aussi observé des changements du côté de ses ami(e)s avec qui il jouait aux jeux vidéo.

Il affirme que la pandémie aurait brisé certains d'entre eux et certaines d'entre elles. « *Tous leurs buts dans la vie se sont détruits à cause de la COVID-19. Ils n'avaient plus* [d'ambitions]. *Ces gens-là sont tombés dans des dépendances à la drogue,* se désole Robin. *Certains sont devenus paranoïaques et ne sortent plus* [de chez eux]. »

Mme de la Sablonnière constate que plusieurs études ont démontré une hausse de l'anxiété et des symptômes dépressifs chez les jeunes depuis le début de la pandémie.

Carl Damas, chargé de projet pour l'organisme Tel-jeunes, énonce que le nombre de demandes d'aide a augmenté depuis son arrivée en 2020. « *Le fait de se sentir plus seul et de ne pas avoir d'amis, c'est toujours quelque chose qui revient* », détaille-t-il. Selon M. Damas, 40 % des interventions à Tel-jeunes ont porté sur la santé mentale.

L'impact du climat familial

Les parents de Robin ont eu peur que son retour à distance au cégep à l'automne 2021 affecte son autonomie. « *Au début, mes parents n'étaient pas* [convaincus] », lance Robin.

L'étudiant n'avait pas la même vision. « *Pour moi, l'école en vrai n'a pas fonctionné. Ce n'est pas tout le monde qui est bien dans cet environnement. Ce n'est pas* [dans un établissement scolaire] *que tous peuvent se surpasser* », ajoute-t-il.

M. Damas estime que la famille a son rôle à jouer dans le bien-être du jeune, dans ses choix et ses émotions, entre autres. « *La réaction générale de l'entourage face à un jeune qui souffre, c'est souvent l'impuissance,* soutient-il. *L'important, c'est de lui donner les outils nécessaires pour l'aider, mais aussi de l'espace pour vivre ce qu'il a à vivre.* »

Enfant dans une famille de huit, Robin a parfois ressenti des tensions au sein de celle-ci. « *Une personne dans mon entourage a adhéré aux théories du complot. C'est vraiment difficile, parce que ça engendre beaucoup de conflits dans la maison avec le reste de la famille. Ça dérange tout le monde* », raconte-t-il.

Robin envisage de suivre des cours en présentiel au Collège Ahuntsic en informatique à la session d'hiver 2023, mais il songe encore à rester en ligne. « *Je n'ai pas nécessairement l'envie de m'adonner à des relations sociales dans le milieu de mon école. Je trouve que je suis rendu à un point dans ma vie où j'ai vraiment besoin de me concentrer sur moi* », décrit celui qui approche la vingtaine.

Malgré tout, le jeune homme organise sa future routine en vue de son retour au cégep, en espérant réussir à s'adapter à son nouveau milieu scolaire sur l'île de Montréal.

MALIKA ALAOUI MONTRÉAL CAMPUS

La pandémie a créé une rupture dans les modes d'enseignement. Une baisse de 3,7 % d'étudiants et d'étudiantes ayant obtenu un diplôme d'études supérieures au Canada a été observée entre 2020 et 2021, d'après Statistique Canada.

THÉÂTRE

Les pièces classiques se mettent au goût du jour

Les œuvres d'antan cherchent à se réinventer pour éradiquer la mysogynie et le racisme

LAETITIA ARNAUD-SICARI

CHLOÉ RONDEAU MONTRÉAL CAMPUS

Les pièces de théâtre classiques méritent encore d'être jouées et enseignées, jugent les personnes consultées par le « Montréal Campus ». Les textes, la mise en scène et le jeu doivent toutefois être pour éviter de reconduire des stéréotypes, plaident-elles.

De l'*École des femmes* de Molière à *Hamlet* de Shakespeare, certaines pièces de théâtre classique soulèvent des questions dans le milieu artistique en raison de leurs propos misogynes et déplacés. Malgré les critiques, ces œuvres du passé ont toujours leur place dans des écoles, à condition qu'elles soient adaptées aux réalités d'aujourd'hui.

Marianne*, qui a terminé ses études à l'École supérieure de théâtre de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) en 2019, éprouve à la fois de l'amour et de la haine envers les pièces théâtrales du répertoire classique. Malgré un rapport ambigu avec ces œuvres, elle croit qu'il est toujours pertinent de les enseigner et de les jouer.

« *Ça sert à quoi de juste dire que c'est sexiste ? Si je ne vais pas à la rencontre de ce qui est problématique, je ne vais jamais comprendre et agir dessus. Je pense qu'il faut* [...] *voir ce qui fonctionne et surtout ce qui ne fonctionne pas* », exprime celle qui étudie actuellement à la maîtrise en danse à l'UQAM.

Diplômée de l'École de théâtre professionnel du Collège Lionel-Groulx en 2022, Marie Reid partage cet avis. « *Je pense qu'il faut savoir d'où on vient pour savoir où on va. Même si elles sont problématiques, ces pièces ont des forces. Il faut continuer de les voir et de les enseigner pour se poser des questions et pour se développer en tant qu'interprète* », croit la jeune femme.

Même si les classiques comportent des forces, pour Ginette Noiseux, directrice artistique du théâtre Espace Go situé à Montréal, les nouveaux récits doivent occuper une plus grande place dans le milieu théâtral. « *Certains classiques reposent sur des valeurs coloniales et sont misogynes. Il n'y a pas beaucoup de rôles pour les femmes. Par le passé, j'en ai déjà programmé, mais je ne sais pas comment je pourrais programmer ces pièces aujourd'hui* », admet Mme Noiseux.

Dialoguer avec le présent

Puisque les propos de certaines pièces du répertoire classique peuvent être jugés comme étant problématiques aujourd'hui, une réactualisation de ces œuvres s'impose, selon les personnes interrogées par le *Montréal Campus*.

« *Je ne comprends pas qu'on remonte un classique sans qu'il y ait une réécriture. On se justifie* [en disant] *que ça se jouait à l'époque. On a beau dire que ce sont des enjeux universels dans Shakespeare, par exemple, mais comment allons-nous les aborder? La réécriture permet de dialoguer avec les gens d'aujourd'hui* », estime Marianne.

Ce travail d'adaptation doit se faire non seulement en ce qui concerne l'écriture d'une œuvre, mais aussi « *tous les langages de la représentation* », tels que le jeu et la mise en scène, selon Émilie Martz-Kuhn, professeure associée à l'École supérieure de théâtre de l'UQAM.

« *Si nous avons le souhait d'embrasser ce répertoire, il faut assumer de porter la responsabilité de cette parole. Si nous décidons de la réactiver, il faut être conscient de ce qu'elle peut produire comme collision dans la société* », souligne Mme Martz-Kuhn.

Dans un contexte scolaire, revisiter une pièce classique ne doit pas se faire de manière naïve, d'après Émilie Martz-Kuhn. « *Pour moi, c'est la façon dont on enseigne ce répertoire. Quand je me saisis d'une pièce classique, raciste, antiféministe, quelle est mon ambition pédagogique ? Est-ce que je reconduis ces clichés dans mes classes ? J'ai une responsabilité quand je suis en face d'étudiants et d'étudiantes* », statue-t-elle.

> « Certains classiques reposent sur des valeurs coloniales et sont misogynes. »
>
> **Ginette Noiseux, directrice artistique du théâtre Espace Go**

Lors de son passage à l'École supérieure de théâtre de l'UQAM, Marianne se souvient d'avoir vécu un malaise dans certains de ses cours. « *Les professeurs que j'ai eus n'étaient pas intéressés de parler de la problématique de ces œuvres et ils étaient très genrés. Il y a des choses de la féminité toxique qu'on me poussait à explorer* », témoigne l'étudiante.

Marianne raconte qu'en travaillant sur une scène de la *Seconde Surprise de l'amour* de Marivaux avec sa coéquipière, le professeur qui les dirigeait insistait pour les mettre en position de conflit, accentuant ainsi certains stéréotypes de genre dans leur jeu.

« *Il y avait tellement de potentiel dans cette scène-là, mais on a travaillé que sur ces stéréotypes qui sont nocifs en tant que comédiennes. Il y avait celle qui était belle et stupide, et celle qui était laide et intelligente. Mais comment on joue ça ? Ça nous ramène à notre propre* [concept] *de beauté. Et si on avait à présenter cette pièce à de jeunes filles ?* », questionne-t-elle.

Repenser l'imaginaire

Quant à Marie Reid, elle a vécu une expérience différente lorsqu'elle a présenté *Candide* de Voltaire lors de son spectacle de fin de session au Collège Lionel-Groulx.

« [Dans la pièce], *il y avait des mots qu'on ne dit plus, on parlait d'esclavagisme, de viol et ces concepts étaient utilisés pour en faire une blague. Notre metteur en scène nous a demandé de briser le quatrième mur* [pour dénoncer ce qui était problématique] », explique Marie Reid.

Maintenant qu'elle est diplômée en théâtre, Marianne est consciente des impacts que la représentation d'une pièce classique peut avoir sur un public. « *Pour moi, c'est tellement important de ne pas donner des armes au public pour que celui-ci continue à avoir des propos sexistes ou confirme des biais mentaux* », soutient-elle.

Émilie Martz-Kuhn abonde dans le même sens : les conséquences sont multiples lorsque des pièces classiques qui n'ont pas été repensées sont présentées devant le public. « *Ce sont des gestes de confiscation de l'imaginaire qui sont extrêmement problématiques, c'est-à-dire de proposer au public des gestes sans intérêt. C'est perpétuer une forme de violence* », dénonce la professeure.

La pandémie de COVID-19, le réchauffement climatique, la montée de l'extrême droite dans le monde : ces raisons sont bonnes pour repenser les pièces classiques, selon la professeure associée de l'UQAM.

« *On a plus que besoin de l'imagination, mais d'une imagination responsable. Ce n'est pas en représentant la même œuvre sans se poser des questions que nous allons valoriser cet imaginaire* », soutient fermement Mme Martz-Kuhn.

* Prénom fictif afin de conserver l'anonymat

En coulisses

CHRONIQUE

Les arts vivants à l'agonie dans les écoles

ANTOINE PEJOT-CHARROST

Lors du cheminement scolaire des jeunes Québécois et Québécoises, les minces opportunités d'activités liées aux arts vivants sont loin de se comparer à l'offre d'activités sportives. Même si le système scolaire québécois se veut formateur à tous les niveaux, certains aspects du développement humain occupent une moins grande place.

Lors de mon parcours scolaire, j'ai rapidement été attiré par les rares opportunités d'activités artistiques qui m'étaient offertes, soit l'équipe d'improvisation de mon école secondaire et la troupe de théâtre de mon cégep. Bien que j'aie étudié dans des écoles privées au secondaire et au cégep qui ne manquaient pas de budget, j'ai constaté que le financement pour de telles activités était mince, voire insuffisant.

Tandis que mon cégep mettait de l'avant les programmes de sciences et les équipes sportives, la place accordée aux activités d'art vivant était minime. Si on ne faisait pas l'effort de s'informer, il était difficile de savoir qu'une troupe semi-professionnelle de théâtre mettait en scène une pièce par année au cégep.

Ce n'est pas l'éducation de mon école secondaire qui m'a forgé comme individu. Ce sont plutôt les compétitions d'improvisation et le processus créatif d'une troupe de théâtre qui m'ont formé.

Le psychothérapeute Alain Héril abonde en ce sens dans son ouvrage *Techniques théâtrales pour la formation d'adultes*, affirmant que « *le théâtre est un indéniable outil de développement de l'individu* ». Selon l'expert, cette forme d'art « *aide surtout la personne qui la pratique à s'installer dans une connaissance de soi féconde et évolutive* ».

Développer des opportunités d'activités théâtrales dans les écoles n'est pas une mince affaire. Ces activités n'étant pas intégrées au cursus général de la majorité des établissements scolaires, il est difficile pour la poignée de personnes motivées à en créer de s'établir dans le paysage scolaire québécois.

La comédienne et metteuse en scène du Théâtre du Vaisseau d'Or, Sandrine Lemieux, dénonce le manque de promotion de sa troupe semi-professionnelle collégiale. « *En quatre ans,* [le Vaisseau d'Or] *est passé de 23 étudiants à sept étudiants* », dénonce Mme Lemieux.

« *À part mettre des affiches dans les corridors et mettre un kiosque en début d'année, c'est à* [l'équipe du Vaisseau d'Or] *de faire sa propre publicité* », ajoute Mme Lemieux. Cela est dommage pour la metteuse en scène, qui rappelle que la troupe reste affiliée au cégep dans lequel elle œuvre et reçoit très peu d'aide de la part de celui-ci.

Le Vaisseau d'Or est une troupe semi-professionnelle autofinancée. À part sa metteuse en scène, chaque autre membre de la troupe est payé(e) par l'organisme à but non lucratif (OBNL) qui doit trouver son financement ailleurs. Selon Mme Lemieux, les jeunes craignent de s'engager dans une troupe de théâtre, car ils et elles n'ont plus de temps à mettre dans les activités extracurriculaires. S'ils et elles le font, « *ils vont mettre leurs efforts dans des activités pouvant leur mettre un pas dans le métier* », en s'impliquant dans divers comités par exemple.

La comédienne dénonce une vision globale de la société qui a délaissé les arts vivants pour favoriser les sports dans une quête « *d'apprentissage de rigueur et de discipline* », ce que le théâtre amène aussi, et même plus selon elle.

Alors que des programmes gouvernementaux de soutien financier aux activités sportives comme le Programme de soutien aux infrastructures sportives et récréatives scolaires et d'enseignement supérieur (PSISRSES) existent, aucun programme de soutien financier n'existe pour les arts vivants en milieu scolaire. Les troupes comme le Vaisseau d'Or sont donc laissées à elles-mêmes. Elles se doivent de compétitionner avec des équipes sportives plus financées dans les lieux d'enseignement afin que les jeunes aient des possibilités de vivre leurs passions.

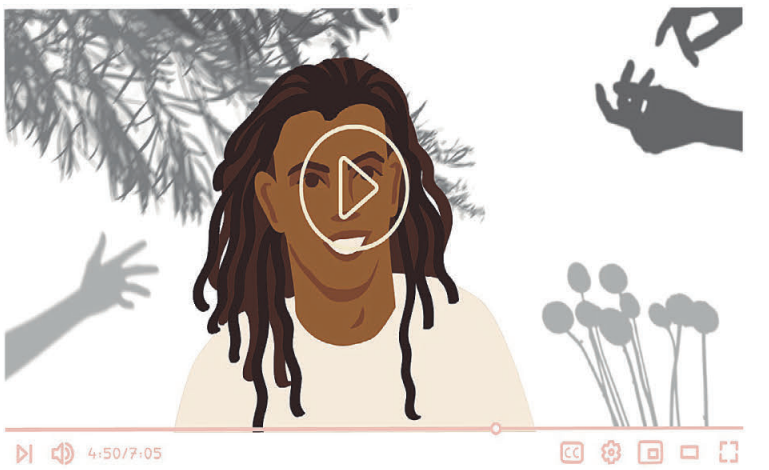
Pour faire le don d'un enseignement complet aux jeunes, offrir un traitement équitable aux arts vivants et aux sports dans les écoles est essentiel. Comme l'a dit l'écrivain et philosophe Albert Camus en 1957, « *le peu de morale que je sais, je l'ai appris sur les terrains de football et les scènes de théâtre qui resteront mes vraies universités* ». ❖

VIDÉOPOÉSIE

La renaissance du poème à l'écran

SAMI RIXHON

La poésie québécoise a connu ses plus beaux jours au cours du siècle dernier, notamment avec Émile Nelligan, Gaston Miron ou encore Anne Hébert. Depuis les dernières décennies, ce genre littéraire se renouvelle et se démocratise, même parfois en utilisant la caméra comme nouveau moyen de création. Tour d'horizon de la vidéopoésie.



CAMILLE DEHAENE MONTRÉAL CAMPUS

La vidéopoésie et le slam contribuent à renouveler et à démocratiser la création poétique.

À mi-chemin entre la littérature et le cinéma, la vidéopoésie consiste en « *un poème prenant la forme d'un film, un film qui devient un poème. C'est un croisement, un carrefour. C'est un rendez-vous* », explique Jonathan Lamy, poète et membre de l'organisme La poésie partout.

Prenant parfois sa source dans une collaboration entre poètes et poétesses et vidéastes, cette approche particulière apporte une nouvelle dimension au texte initial, à l'aide d'une combinaison visuelle et auditive la plupart du temps expérimentale.

« *On va chercher des images qui existent déjà dans la poésie, dans le blanc entre les mots* », précise Catherine Cormier-Larose, codirectrice générale et directrice artistique du Festival de la poésie de Montréal (FPM).

Produit par la Maison de la poésie de Montréal, un organisme à but non lucratif, le FPM met annuellement de l'avant ce genre littéraire depuis plus de deux décennies à travers une panoplie d'activités, de rencontres et d'événements en lien avec la poésie sous forme de vidéo.

Imager pour mieux rimer

Un manifeste publié en 2011 et écrit par le pionnier montréalais de la vidéopoésie Tom Konyves resserre les règles de cette approche en y abordant trois points majeurs : la définition, les cinq catégories ainsi que les contraintes.

« [La vidéopoésie], *un seul mot comme signe que la fusion du visuel, du verbal et de l'audible a bien eu lieu pour aboutir à une forme d'expérience poétique nouvelle et différente. Un seul mot comme reconnaissance qu'un siècle d'expérimentation de la poésie avec le cinéma et la vidéo* », écrit-il dans son manifeste.

L'origine de la rencontre entre le cinéma et la poésie n'est pas totalement définie. Des traces de vidéopoèmes peuvent être retrouvées dès l'aube du septième art — le cinéma — avec *L'Étoile de mer* de Man Ray, en 1928, par exemple.

L'accessibilité à cette forme artistique s'est accrue quelques décennies plus tard, à la suite de l'invention des caméscopes, soit des appareils composés d'une caméra et d'un magnétoscope.

« *Les poètes se sont emparés de ça très rapidement, comme avec chaque nouvelle technologie* », relate Jonathan Lamy.

L'isolement et le rude traitement accordé au monde culturel durant les deux dernières années en raison de la COVID-19 ont obligé de nombreux poètes et de nombreuses poétesses à revoir leur manière de pratiquer.

Les lectures en visioconférence et la création de vidéopoèmes ont permis à ces artistes de continuer à se connecter avec leur public. « *C'est vers quoi on s'est tourné pour faire face à la pandémie* », continue M. Lamy.

« La poésie est partout »

Bien que la vidéopoésie connaît un récent essor, elle ne rivalise pas encore avec le grand écran, selon Catherine Cormier-Larose.

« *Ça n'a pas les mêmes moyens que le cinéma ou la télé, affirme la codirectrice générale du FPM. Pour le moment, ça serait un petit frère ou une petite sœur pauvre du cinéma.* »

La vente des recueils de poèmes a observé une croissance considérable depuis les cinq dernières années.

En 2021, ce sont 67 992 ouvrages de ce type qui ont été vendus, soit 43 % de plus qu'en 2020, selon le Bilan Gaspard du marché du livre au Québec.

« *La poésie est un genre difficile, mais paradoxalement,* [elle] *attire énormément de gens.* [...] *On baigne dans le langage à cœur de jour* », exprime Denise Brassard, essayiste et professeure du Département d'études littéraires de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Une revitalisation

Comme avec la vidéopoésie, le renouvellement constant par divers sous-genres de la forme d'écriture poétique amène un souffle nouveau à ce style littéraire, selon l'artiste slameur Marc-Olivier Jean, mieux connu sous le nom d'Élémo.

« *Même si le slam est une forme de compétition en soi, la réelle gagnante est la poésie. Elle renaît et perdure* », souligne l'artiste.

La poésie compte des registres diversifiés, allant de textes « *plus simples à une poésie plus près de la parole* » en passant par « *des poésies plus complexes, plus romantiques, lyriques ou autres* », détaille Jonathan Lamy.

Cette variété permet à tout le monde d'y trouver son compte, selon la codirectrice générale et directrice artistique du FPM.

« *Je pense qu'on ne peut pas ne pas aimer la poésie, on n'a juste pas encore trouvé la poésie qui nous plait* », plaide Catherine Cormier-Larose.

TÉLÉVISION

Promouvoir les écogestes devant la caméra

BRITANIE SULLIVAN

Du plateau de tournage jusqu'à l'écran, la normalisation de l'écoresponsabilité nécessite non seulement des écogestes, mais aussi des messages télévisuels qui n'encouragent pas la surconsommation.

La représentation des écogestes dans la télévision québécoise progresse, selon une première étude réalisée par le Conseil québécois des événements écoresponsables (CQEER) à ce sujet.

L'idée derrière cette analyse « *était que, de manière consciente ou pas, beaucoup de gestes portés à nos écrans vont venir perpétuer des comportements qui peuvent marginaliser l'action environnementale* », souligne Amandine Gournay, conseillère en développement durable au CQEER.

De Pierre en fille, *District 31* et *L'Échappée* font partie des dix séries québécoises sélectionnées dans le cadre de l'étude du CQEER publiée à la mi-octobre qui quantifiait l'impact environnemental de certains gestes montrés à l'écran.

Le CQEER a entre autres conclu que les objets réutilisables, comme des tasses, sont de plus en plus intégrés aux scènes télévisuelles, même si des alternatives jetables y apparaissent encore.

Considérant que l'action de sortir les poubelles est observée à l'écran, le CQEER a aussi constaté que le tri de matières résiduelles, qui demeure rare à l'écran, se fait généralement de manière inadéquate.

Un réflexe à développer

« [Les écogestes], *je pense juste qu'on n'y pense pas suffisamment. Sur les plateaux de tournage, les choses vont vite* », admet Geneviève Perron, professeure à l'École des médias de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). « *Ce sont des habitudes qu'il faut mettre de l'avant* », estime celle qui est aussi directrice de la photographie en fiction et en documentaire.

Stéfany Boisvert, aussi professeure à l'École des médias de l'UQAM, remarque que le réflexe de penser à écrire un personnage prenant le transport en commun, par exemple, n'est pas encore assez présent.

Les deux expertes admettent tout de même que l'effort environnemental actuel se concentre surtout derrière la caméra. La scénariste et productrice chez MéMO FILMS Mélanie S. Dubois le reconnaît aussi.

Ses longues journées de tournage, regroupant souvent une centaine de personnes, ont pour effet d'augmenter les défis associés à l'empreinte écologique. « *Les deux gros fléaux sur les plateaux* [de tournage] *sont le transport et l'alimentation* », souligne la productrice.

Contrer la surconsommation

Julien Pedneault, analyste au Centre international de référence sur l'analyse du cycle de vie et la transition durable, estime que la représentation à l'écran de modes de vie de personnes plus riches influence davantage le cadre de vie de la population québécoise et a, par conséquent, un effet néfaste sur l'environnement.

« *Il y a une grande corrélation entre ton mode de vie et ton empreinte environnementale. Si ta maison est grosse, tu vas posséder plus de meubles* », fait-il remarquer.

Pour sa part, René Audet, professeur au Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale de l'UQAM, perçoit aussi un message environnemental contradictoire à la télévision.

« *Je doute que de montrer des écogestes dans des émissions fasse réellement changer des comportements individuels puisque rendu à la publicité, on vous montre un beau* "pick-up" *qui traverse le désert* », relève M. Audet.

La professeure Stéfany Boisvert est d'avis qu'il ne faut pas baisser les bras devant la précarité financière des diffuseurs traditionnels qui se financent grâce à ce genre de publicités. « *S'il y a un changement plus grand des mentalités et que les diffuseurs se rendent compte que les téléspectateurs et les téléspectatrices veulent d'autres types de publicité* [...], *peut-être qu'il va y en avoir moins* », avance-t-elle.

« *À force de voir* [des écogestes], *cela fait juste normaliser ces habitudes de vie* », soutient la professeure Geneviève Perron.

Celle-ci estime que la télévision est un moyen pertinent pour y parvenir puisque les téléspectateurs et les téléspectatrices peuvent s'identifier à leurs personnages préférés. Mélanie S. Dubois rappelle l'importance de la correspondance des images télévisuelles avec la réalité du public.

« *Tu ne peux pas commencer à placarder du vert partout. Les gens n'y croiront pas et n'y adhéreront pas. Tu veux quand même que tes personnages soient vrais. Les* [récalcitrants et les récalcitrantes] *existent, tu ne peux pas les enlever de l'écran* », explique-t-elle.

« *L'idée est donc de trouver une manière non polluante de filmer* [les récalcitrants et les récalcitrantes] *et que ce ne soit pas eux qui gagnent à la fin. C'est la morale de l'histoire qui est importante* », soutient la scénariste et productrice.

CAMILLE DEHAENE MONTRÉAL CAMPUS

La représentation des bonnes pratiques environnementales demeure marginale dans les émissions de télévision québécoises.

En coulisses

CHRONIQUE

La fiction, bénéfique pour notre psychologie

DOMINIQUE PLANTE

Toute personne adepte de cinéma ou de télévision comprend que l'on s'attache souvent à nos personnages fictifs. Qu'on les aime ou qu'on les déteste, ils font partie de notre quotidien. Si nous ne les connaissons pas réellement, pourquoi ressentons-nous un si grand attachement envers eux ?

Il y a quelques semaines, j'étais dans le métro quand j'ai reçu une notification sur mon téléphone qui m'a bouleversée. L'acteur Robbie Coltrane est mort à l'âge de 72 ans. Son nom ne vous dit peut-être rien, mais il a une grande signification pour les adeptes de la série de films *Harry Potter*. Il interprétait l'attachant Hagrid, le gardien de la prestigieuse école de sorciers Poudlard. J'adore les films de la série *Harry Potter*; je les regarde chaque année pendant le temps des Fêtes. J'ai donc ressenti une boule dans ma gorge quand j'ai appris la nouvelle. Après mûre réflexion, j'ai réalisé que des milliers de personnes, incluant moi-même, qui ressentaient de la tristesse, ne connaissaient pas personnellement Robbie Coltrane. Ainsi, pourquoi sommes-nous autant affecté(e)s quand des personnages fictifs — ou leurs interprètes, dans ce cas-ci — meurent ?

La théorie de l'identification est un premier concept où, comme son nom l'indique, un individu s'identifie à un personnage. Les intellectuel(le)s comme Hermione dans *Harry Potter* ou les comiques comme Jake Peralta dans *Brooklyn Nine-Nine* ont de nombreux admirateurs et de nombreuses admiratrices. Certaines personnes racisées ou de la communauté LGBTQ+ peuvent aussi s'attacher davantage à des figures qui leur ressemblent. Pour plusieurs, elles sont moins présentes à l'écran. On peut penser aux films *Moana* et *Encanto*, où les personnages principaux sont issus de la diversité, ainsi que *Buzz l'Éclair*, où deux femmes s'embrassent pour la première fois dans l'histoire de Disney. « *On va apprendre et vivre des choses à travers le personnage* », explique Natacha Godbout, psychologue clinicienne et professeure au Département de sexologie de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Cette dernière explique aussi que l'identification peut provenir du concept du transport narratif. « *Les gens rentrent dans l'histoire, ils vont la vivre de l'intérieur* », souligne-t-elle. Les personnes empathiques ressentent plus de compassion pour leurs personnages favoris, tandis que les personnes imaginatives aiment découvrir l'intrigue de l'histoire. Ces deux catégories de gens rentrent dans le moule de cette théorie. Les relations parasociales constituent l'hypothèse scientifique la plus connue. Ce concept consiste en une relation amicale ou amoureuse qu'une personne vit avec une personnalité connue. Ce sont toutefois, pour la plupart, des relations non réciproques, puisque la célébrité ne connaît pas la personne qui l'admire.

Le premier exemple qui me vient en tête est celui de Drago Malefoy dans *Harry Potter*. Sur la populaire application TikTok, j'ai vu des centaines de vidéos à propos de gens qui ont un béguin pour le jeune sorcier. Ce n'est pas le seul : Maddy dans *Euphoria*, Damon et Stefan Salvatore dans *Vampire Diaries* et John B dans *Outerbanks* ont notamment été visé(e)s par ce type de vidéo.

Si plusieurs personnes peuvent penser qu'une relation parasociale est toxique, la psychologue Natacha Godbout assure le contraire. « *C'est même utile. Pour ceux et celles qui ont peur du rejet, ça leur permet d'éviter cet embarras, par exemple* », soutient-elle. Selon Mme Godbout, les personnes anxieuses sont celles qui vivent surtout cette « *fausse intimité* ». « *Ce sont eux qui vont vivre le plus de tristesse quand un personnage ou* [son interprète] *meurt* », explique-t-elle.

C'est même positif selon la professionnelle, puisque la mort d'un personnage peut les préparer à vivre celle d'un ou d'une proche. L'identification permet même de faire de la prévention, d'après Mme Godbout. Par exemple, en voyant la jeune Hermione se faire intimider, plusieurs parents peuvent discuter de cette situation avec leurs enfants. « *On peut leur demander si ça leur est déjà arrivé, ce qu'il faut faire et ne pas faire* », souligne la psychologue.

Ressentir un attachement envers ses personnages préférés est donc un phénomène qui se produit chez des milliers, voire des millions de personnes. Bien qu'elles ne le vivent pas pour les mêmes raisons, certaines d'entre elles se reconnaissent parmi les personnages dans leurs écrans. D'autres vivront un si grand attachement qu'un amour fort naîtra envers ces personnages. ❖

ARTS VIVANTS

Faire de l'improvisation son métier, un défi

Cet art peine à se tailler une place dans l'univers culturel et professionnel du Québec

MATHILDE BEAULIEU-LÉPINE

CHLOÉ RONDEAU MONTRÉAL CAMPUS

Arnaud Gosselin (à droite), un joueur de la LicUQAM, affrontait l'humoriste Arnaud Soly (à gauche) à l'Union française de Montréal le 11 novembre dernier.

Les joueurs et les joueuses d'improvisation réclament une professionnalisation de leur art, mais le milieu culturel québécois est encore réticent à l'idée de l'intégrer comme option de carrière viable au sein des arts de la scène. Certaines initiatives montréalaises proposent des pistes de solution pour y remédier.

Arrivé au Québec en 2011, l'étudiant d'origine française Armand du Verdier a tout de suite su qu'il voulait essayer l'improvisation. Il a décidé de tenter sa chance avec la ligue de l'Université de Montréal, sans succès. « *Je me suis pris une grosse claque, je n'ai rien compris de ce qui m'arrivait* », raconte l'interprète.

Après avoir suivi de nombreux cours, notamment ceux de l'École d'impro de la Ligue Nationale d'Improvisation (LNI), il est maintenant partie prenante de l'univers de l'improvisation montréalais.

C'est à la Rocambolesque qu'Armand a trouvé ses repères. Cette ligue montréalaise regroupe différentes activités de jeu comme des cours, des équipes plus compétitives ou des matchs d'exploration.

Des auditions sont tenues deux fois par an par la Rocambolesque pour classer les interprètes selon leurs besoins. La ligue présente aussi des centaines de spectacles chaque année.

En tant que coordonnateur des projets de la Rocambolesque, Armand est l'une des rares personnes qui vivent de cet art au Québec. La Ligue d'improvisation centrale de l'Université du Québec à Montréal (LicUQAM) regroupe année après année les meilleur(e)s interprètes de l'Université.

« *J'ai toujours aspiré à jouer dans la Lic* », révèle David Laflamme, joueur membre de l'équipe du Mistral de la LicUQAM. Pour lui, cette ligue a toujours représenté un défi qu'il se lançait à lui-même et l'apogée de ses efforts en tant que joueur.

Sa carrière ayant débuté au primaire, David ne voit pas de fin à son parcours pour l'instant. S'il le pouvait, il vivrait de l'improvisation. « *Ça serait la meilleure façon de gagner ma vie* », exprime-t-il.

David explique que pour pouvoir en faire une carrière viable financièrement, il devrait non seulement participer à des parties, mais aussi entraîner plusieurs équipes et s'impliquer en dehors de la patinoire en tant qu'organisateur.

Le joueur n'est pas prêt à mettre les efforts nécessaires pour le faire.

Peu de carrières

Même si les joueurs et les joueuses sont intéressé(e)s, peu d'opportunités pour une carrière professionnelle sont offertes dans le domaine de l'improvisation. Frédéric Barbusci, fondateur de l'organisme des Productions de L'Instable, tente de remédier à la situation.

Au cours de l'année 2021, les Productions de L'Instable et le Théâtre Aux Écuries ont lancé un nouveau concept : un spectacle complètement improvisé et spontané intitulé PARC.

Le but était de faire entrer le théâtre d'improvisation dans le monde du théâtre traditionnel. Les critiques ont été favorables, mais l'expérience n'a pas été répétée.

En janvier 2023, Frédéric Barbusci lancera une nouvelle initiative pour tenter de professionnaliser les improvisateurs et les improvisatrices.

Jouer, improviser, maintenant (JIM) sera un terrain de jeu pour les interprètes qui souhaitent essayer de nouvelles choses, en dehors du contexte d'un match.

M. Barbusci espère que les joueurs et les joueuses participeront à cette initiative afin de trouver des solutions aux problèmes qu'ils et elles rencontrent sur la patinoire. « *Sans nécessairement venir* [sur le terrain de jeu] *pour trouver, mais venir pour faire, pour rencontrer* », indique le fondateur des Productions de L'Instable.

Des ateliers sous forme de jeux d'exploration seront donnés plusieurs fois par semaine. Ceux-ci seront accessibles pour tous et pour toutes, mais M. Barbusci pense qu'ils seront populaires auprès des acteurs et des actrices déjà établi(e)s.

« *Je veux que ce soit un endroit utile au théâtre, mais pour nous, notre outil principal, c'est l'impro* », précise M. Barbusci. Il affirme que les deux formes d'art sont indissociables.

Selon lui, faire de l'improvisation professionnelle n'est pas toujours envisageable. « *Même les finissants et les finissantes des écoles de théâtre peinent à se tailler une place dans le monde des acteurs et des actrices* », mentionne M. Barbusci.

Ce dernier pense que le rôle d'improvisateur ou d'improvisatrice peut éventuellement s'ajouter à la liste des métiers artistiques. « *J'espère que d'autres compagnies vont* [s'ouvrir] *pour faire des productions* », exprime le comédien.

Des formats différents

Le monde de l'improvisation est en pleine évolution, avance M. Barbusci. En créant de nouvelles opportunités, les interprètes arrivent à trouver un terrain de jeu qui leur convient.

Selon lui, c'est de cette manière que l'improvisation peut se tailler une place dans l'univers culturel professionnel québécois.

À Montréal, plusieurs options permettent déjà aux interprètes de s'éloigner de la rigidité de l'art popularisé par Robert Gravel.

Supervisée par un ou une arbitre, une partie se joue traditionnellement à l'intérieur de bandes d'improvisation. Pour le coordonnateur des projets de la Rocambolesque Armand du Verdier, ce format, qui est encore exploité dans plusieurs ligues, est une bonne manière d'apprendre les bases de l'improvisation, mais il peut rapidement devenir restrictif.

Le format du spectacle Le Punch Club mérite d'être plus connu, selon le joueur de la LicUQAM David Laflamme.

« *C'est la forme la plus pure et simple de l'improvisation, il n'y a pas de règle, c'est trois* [contre] *trois et ce sont les meilleurs au Québec* », explique-t-il. Des formats plus longs existent aussi, comme La LNI s'attaque à… , qui explore l'improvisation théâtrale et structurée.

David Laflamme ajoute que la ligue de la Limo-Improvisation propose « *de l'improvisation sans règle stricte, avec audace, ouverture et irrévérence* ». Cette ligue gagne aussi en popularité depuis quelques temps.

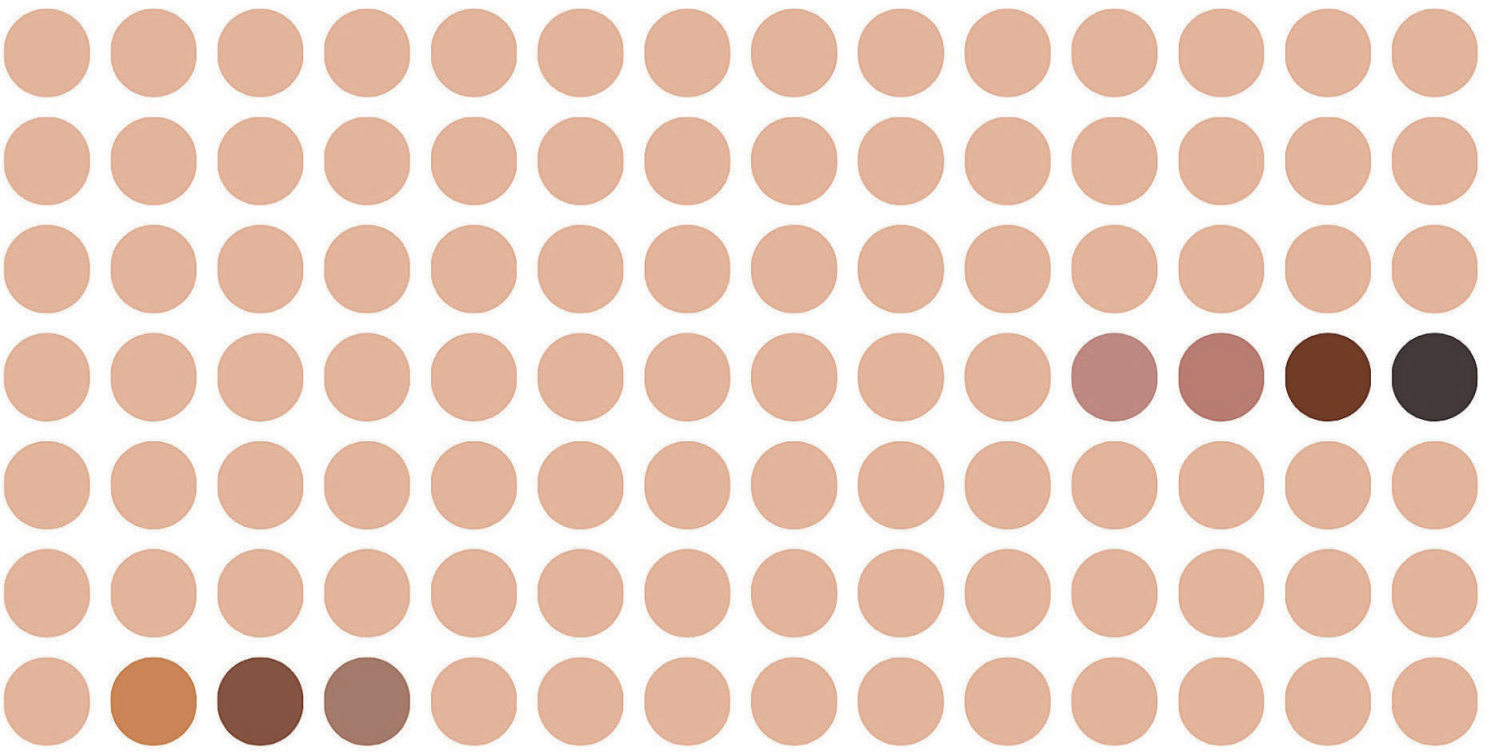
Pourtant, les personnes consultées par le *Montréal Campus* ne sont pas inquiètes du sort réservé à la partie traditionnelle. « *C'est très difficile de s'en détacher* », déclare Armand du Verdier.

Angles morts

CHRONIQUE

DIVERSIFIONS LES SALLES DE RÉDACTION

MALIKA ALAOUI



MALIKA ALAOUI MONTRÉAL CAMPUS

Plusieurs personnes racisées étudiant en journalisme craignent de ne pas trouver leur place dans le milieu professionnel médiatique.

Force est de constater que les bancs de l'École des médias de l'Université du Québec à Montréal ne sont pas très colorés. Le baccalauréat en journalisme compte sept étudiants et étudiantes issu(e)s de minorités visibles dans ses cohortes en 2020 et en 2021. Ces personnes d'horizons variés ont un seul et même objectif : devenir les journalistes de demain. La plupart s'implique dans les médias étudiants, notamment au sein du *Montréal Campus*, de *L'Apostrophe*, du *Culte* ou de CHOQ.

Faire partie de ces groupes leur permet de donner une voix aux enjeux qui les touchent et de rendre visible les communautés marginalisées. En comparaison avec les grands médias du Québec, un plus important effort d'inclusion se fait remarquer au sein des médias étudiants. Cependant, il y a encore du chemin à parcourir.

Cette sensibilité à la diversité donne de l'espoir aux étudiants et aux étudiantes racisé(e)s qui peuvent avoir du mal à se projeter comme journalistes dans les médias traditionnels. « *Je vois la possibilité de pouvoir changer les choses, mais je sais que je ne peux pas faire ça tout(e) seul(e). Quand je vois les gens autour de moi, je vois l'avenir d'un bon oeil, même si on doit donner beaucoup plus d'énergie que les autres pour changer les mentalités* », pense Kijâtai-Alexandra Veillette-Cheezo, étudiant(e) membre de la nation Anichinabé en deuxième année au baccalauréat en journalisme.

S'identifier

Qu'est-ce qui explique le faible taux de personnes racisées étudiant en journalisme? Selon Patrick White, directeur du baccalauréat en journalisme, ce programme n'est pas leur premier choix. « *Il ne faut pas oublier qu'il y a des champs d'études qui attirent plus de candidats issus de l'immigration que d'autres* », affirme M. White.

Je remarque que les personnes racisées préfèrent se tourner vers des domaines d'études plus sécuritaires financièrement comme la gestion, les sciences ou les finances.

À titre personnel, c'est le manque de représentation qui m'a longtemps éloignée du journalisme. Ne me reconnaissant pas parmi les journalistes de grandes entreprises médiatiques, j'avais abandonné la course avant même d'enfiler mes souliers.

> « Radio-Canada est sensible au fait qu'on manque de diversité dans les médias. »
>
> **Hadi Hassin, journaliste à Radio-Canada**

Voir une personne qui nous ressemble et qui a un rôle important dans les médias nous permet de réaliser que nous avons une place dans la société. Donner la parole à des groupes minoritaires dans l'espace public aide aux personnes qui ne les côtoient pas habituellement de les connaître et de comprendre leurs enjeux.

J'ai parfois de la difficulté à me projeter comme employée dans un média. J'ai peur d'être embauchée ou consultée seulement parce que je suis une personne racisée, plutôt que pour mes compétences en tant que journaliste.

Être une personne racisée et étudier dans le baccalauréat en journalisme peut parfois être éprouvant quand il s'agit d'aborder certaines thématiques. « *Parfois, j'aimerais parler des sujets qui touchent ma communauté, mais on est tellement peu issus de minorités dans le bac que ça devient compliqué* », souligne Doualeh Ibrahim, étudiant en deuxième année au baccalauréat en journalisme. « *Mes réalités ne sont pas celles de la grande majorité, mais heureusement, je suis entouré de bonnes personnes qui me soutiennent et qui sont très ouverts sur de nombreux sujets* », poursuit-il.

Se réinventer…

En 2018, le service de l'information de Radio-Canada a pensé à de nouvelles façons de favoriser la diversité. Le média a établi un plan sur l'équité, la diversité et l'inclusion, prévu de 2022 à 2025.

Ce programme vise des actions concrètes pour déconstruire les discriminations touchant les personnes autochtones, racisées, en situation de handicap ou membres des communautés LGBTQ2+. Le service d'information souhaite que ces groupes soient représentés dans leurs reportages ainsi qu'au sein de leurs équipes.

« *Quand je suis arrivé à Radio-Canada il y a quatre ans, la diversité, disons que je la voyais moins qu'aujourd'hui* », confie le journaliste à Radio-Canada d'origine libanaise et irakienne Hadi Hassin.

> « Je vois la possibilité de changer les choses. »
>
> **Kijâtai-Alexandra Veillette-Cheezo, étudiant(e) en journalisme**

« *J'ai travaillé trois ans dans les bureaux de Québec et depuis que je suis revenu à Montréal il y a quelques mois, je réalise qu'il y a eu un gros changement. Radio-Canada est sensible au fait qu'on manque de diversité dans les médias* », raconte-t-il.

…vraiment ?

Alors que certains médias font des efforts pour devenir plus inclusifs, le public peut parfois être hostile au changement. Au Canada, Fatima Syed, journaliste pour *The Narwhal*, a affirmé à l'été 2022 qu'en six ans de carrière, elle avait reçu environ 150 messages de haine. Elle a été menacée de se faire agresser sexuellement et d'être mise à genoux pour être tuée comme en Afghanistan.

Même si les médias font de leur mieux, il arrive qu'ils s'y prennent de la mauvaise manière. Des employé(e)s et des ex-employé(e)s de Radio-Canada ont dénoncé « *une diversité de façade* » dans un article de *La Presse* publié le 14 novembre dernier. L'un d'entre eux et elles raconte avoir vu des collègues blancs et blanches avec moins d'expérience et de connaissances se faire ouvrir des portes qui sont restées fermées pour lui. « *La diversité pose problème, parce qu'elle brise le consensus* », explique le travailleur de l'information dans l'article. « *Des gens se sentent menacés et construisent des digues subtiles et sophistiquées pour se protéger* », estime-t-il.

En entrevue avec *La Presse*, Luce Julien, directrice générale de l'information de Radio-Canada, s'est dit désolée de savoir que ce projet d'inclusion stagnait aux yeux de plusieurs. Elle a mentionné que 30 employé(e)s issu(e)s des minorités visibles, avaient été embauché(e)s par Radio-Canada depuis l'été 2021.

Ces efforts sont encourageants, mais ils peuvent être mal perçus par les personnes racisées. Ces dernières peuvent avoir l'impression de n'être qu'une nouvelle couleur sur la palette des salles de presse. ❖

LE RADIO CAMPUS PRÉSENTE

DES NOUVEAUX BALADOS À ÉCOUTER DÈS MAINTENANT SUR LES PLATEFORMES DE CHOQ.CA ET DU *MONTRÉAL CAMPUS* :

Déprime post-universitaire : guide de survie pour un(e) futur(e) gradué(e)

Un reportage de Maylis Roumy et d'Alexandra Venne

La vie d'adulte, ou l'illusion de la liberté

Une chronique de Laetitia Arnaud-Sicari et d'Audrey Pilon-Topkara